La météo

Aujourd'hui: Generalement ensoleille
Minimum 16° Maximum 24°
Demain: Partiellement ensoleille; orages dans l'après-midi

DÉTAILS CAHIER SPORTS

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE
MONTRÉAL 350¢

LAUZON Blainville
430-1460
1286, boul. LABELLE
Autoroute 15 Sortie 25

4

MONTRÉAL, JEUDI 16 JUILLET 1992 108e ANNÉE Nº 260 52 PAGES, 4 CAHIERS

Îles de La Madeleine : 1.00 50¢ Taxes en sus

Aujourd'hui



B 3 BILL CLINTON

Malgré ses déboires des primaires, Bill Clinton arrache l'investiture de son parti comme candidat démocrate à la Maison-Blanche.



S 3 ENCORE UN FRANÇAIS

Le Français Laurent Fignon remporte la 11ème étape du Tour de France cycliste, disputée hier sur 250 km entre Strasbourg et Mulhouse.

Sommaire

Annonces classées
Immobilier . B10, B11, C6, C7
marchandises C7, C8
emplois C8
automobiles C8, C9
propositions d'affaires B9
Arts et spectacles
informations ..... C1 à C5
ciné-horaires C4, C5, C12
télé-horaires C2
Bandes dessinées C6
Bridge C10
Décès C10
Économie ..... B1, B4 à B9
Éditorial B2
Êtes-vous observateur? . B10
Feuilleton B11
Horoscope C8
Le monde B3
Loteries — résultats: A4
Mots croisés C7
«Mot mystère» C9



Le casino prend le chemin de l'île Notre-Dame

Le Palais de la Civilisation offre maintenant plus d'avantages que le Palais des Congrès

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Le gouvernement Bourassa pourrait finalement autoriser l'implantation d'un premier casino au Québec au début de 1993 dans le décor champêtre de l'île Notre-Dame, au Palais de la Civilisation, l'ex-pavillon de la France à l'Exposition universelle et internationale de 1967.

Depuis qu'on y présente des activités muséales, c'est-à-dire depuis maintenant sept ans, près de deux millions de visiteurs ont admiré les différentes expositions qui s'y tiennent. Cet été, par exemple, l'exposition *Rome, 1000 ans de civilisation* a attiré jusqu'à présent quelque 50 000 visiteurs.

Pour le gouvernement du Québec, c'est un lieu à privilégier maintenant que le conseil des ministres est tombé d'accord sur le principe d'établir un casino à Montréal et un autre en région, vraisemblablement dans Charlevoix.

Le cabinet Bourassa, selon les informations obtenues hier par *La Presse*, privilégie maintenant cet emplacement plutôt que le Palais des Congrès, pour plusieurs raisons.

«Il serait loin du centre-ville, c'est-à-dire loin des activités de prostitution ; il serait dans une île qui ne compte qu'un accès, le décor y est très agréable et les espaces de stationnement très nombreux», a confié une source gouvernementale.

Une réunion regroupant les experts policiers de la Communauté urbaine de Montréal et de la Sûreté du Québec, les responsables de Loto-Québec et des fonctionnaires provinciaux a eu lieu à ce sujet mardi soir à Montréal. Les avantages du Palais de la Civilisation y ont été énumérés.

Le président de Loto-Québec, M. Michel Crête, et le sous-ministre des Finances, M. Marcel Leblanc, ont participé cette semaine aux discussions, en plus des experts de la police de la CUM et de la Sûreté du Québec.

Une source policière a confié hier à *La Presse* qu'il serait plus facile d'assurer la bonne tenue de l'établissement à l'île Notre-Dame, puisqu'il s'agit d'un endroit plus isolé, facilement accessible. Un proche du gouvernement Bourassa a par ailleurs indiqué qu'il n'est pas évident que les congressistes auraient apprécié la présence d'un casino au Palais des Congrès.

Au cours des derniers mois, la direction de la police de la CUM a pour sa part mon-

VOIR CASINO EN A 2

Oui, Bourassa ira à Ottawa

Il fera alors une contre-proposition au projet d'entente sur le Sénat égal

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Le gouvernement du Québec est disposé à retourner à la table constitutionnelle pour discuter sur la base de l'égalité des provinces au Sénat.

Le premier ministre Bourassa voudra toutefois y aller de contre-propositions pour tenter de réduire les pouvoirs de la Chambre Haute réformée.

Selon les informations obtenues par *La Presse* hier de plusieurs sources, à Ottawa comme à Québec, les deux gouvernements s'entendent sur les clarifications demandées par le premier ministre Bourassa quant à la portée du projet d'entente constitutionnelle de la semaine dernière par rapport aux acquis de la défunte entente du Lac Meech. Le rapprochement était jugé suffisant hier pour permettre au ministre fédéral Joe Clark d'évoquer publiquement la convocation d'une conférence formelle à Ottawa, dès mercredi prochain, une première rencontre destinée avant tout à établir le processus de conférences ultérieures.

À Québec, on évoque déjà l'idée de reporter l'échéance référendaire. «Il faut être réaliste», a laissé tomber sans détour Mme Lise Bacon, vice-premier ministre, interrogée sur la possibilité que Québec révise l'échéancier qui le forcerait à déclencher un référendum sur la souveraineté dans seulement huit semaines.

Dans la coulisse, on semblait vouloir baisser les enchères pour expliquer à l'avance un retour à la table constitutionnelle. «La question du Sénat n'est pas une condition à notre retour à la table, nous n'avons jamais posé le Sénat équitable comme condition», a-t-on insisté au bureau du premier ministre, bien que ce dernier ait qualifié, la semaine dernière, de «recul important en apparence tout au moins» le passage de 24 à huit sénateurs pour le Québec.

Le gouvernement Bourassa a déjà dans sa poche des contre-propositions au projet d'entente sur le Sénat. Au lieu d'un droit de veto absolu sur les projets de loi fédéraux avec 70 p. cent des votes des sénateurs, Québec voudrait que ce veto soit seulement «suspensif», c'est-à-dire que la Chambre Haute ne pourrait que retarder l'adoption d'un projet de loi — l'entente de la semaine dernière prévoyait un tel veto suspensif pour les projets de loi à incidence budgétaire issus de la Chambre des communes. On a fait valoir hier qu'une telle idée se trouvait déjà dans la proposition de «vote

VOIR BOURASSA EN A 2

■ **Joe Clark, un négociateur en sursis: une analyse de notre bureau d'Ottawa**

■ **Claude Castonguay propose de «retourner à Meech» pour le Sénat**

page A 10

Le pape opéré d'une tumeur au côlon de la taille d'une orange

d'après Reuter et AFP
ROME

Le pape Jean-Paul II a été opéré hier matin d'une tumeur bénigne au côlon. Le souverain pontife, dont l'état a été jugé satisfaisant, devrait rester à l'hôpital pendant une dizaine de jours.

«L'opération a été radicale et curative, parce que la lésion était de nature bénigne», indique un communiqué commun diffusé par le Vatican et la clinique Gemelli, où s'est déroulée l'intervention.

On précise que l'opération «a consisté en une résection colique pour un volumineux adénome du sigmoïde avec des altérations citologiques localisées dues à une displasie de modeste importance».

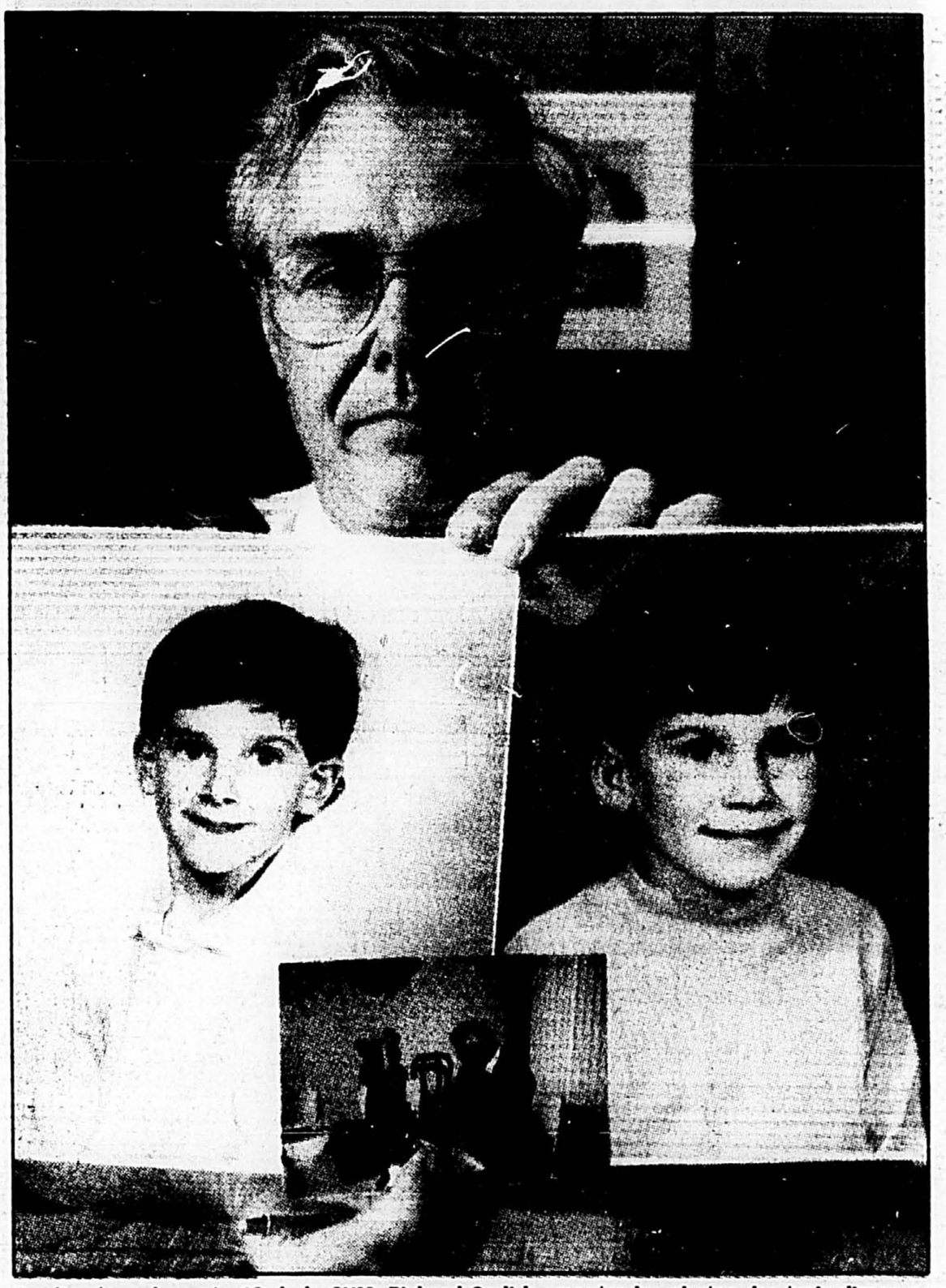
Selon les spécialistes, il s'agit d'une intervention relativement fréquente chez les personnes de plus de 70 ans, qui ne présente en général que peu de risques. Le pape avait été saisi d'une douleur intense à l'intestin mercredi dernier, au cours de son audience générale hebdomadaire, à laquelle assistaient des milliers de pèlerins.

Le cardiologue Attilio Maseri avait déclaré après l'opération que la tumeur semblait être bénigne à 99 p. cent, ce qui pouvait laisser croire à un début de croissance de cellules cancéreuses.

Mais prié de dire si la tumeur était totalement bénigne, le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro-Valls, a répondu: «Oui, c'est confirmé à 100 p. cent». Le professeur Francesco Crucitti, qui a dirigé l'équipe médicale pendant l'intervention, a également

VOIR PAPE EN A 2

Perdus entre Montréal et Willsboro



Le directeur du poste 12 de la CUM, Richard Carlisle, montre les photos des trois disparus, Marlon à gauche, Andrew à droite et Isidore Caron, en bas. PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Le grand-père et ses petits-fils sont disparus mystérieusement

ÉRIC TROTTIER

Jeffrey et Etta Kuhnreich sont désespérés depuis que leurs deux jeunes garçons ont disparu en compagnie de leur grand-père. Celui-ci devait les amener au chalet familial, à Willsboro, dans l'État de New York, mais on est sans nouvelles d'eux depuis mardi après-midi.

«Qu'est-ce que vous voulez que je fasse? Nous avons deux merveilleux enfants et nous ne savons pas où ils se trouvent. Si ça continue, nous allons devenir fous», a expliqué Jeffrey Kuhnreich, hier, après une longue entrevue accordée à *La Presse*, à son domicile de Dollard-des-Ormeaux. «Ceux qui ont aussi des enfants comprennent sans doute ce que nous vivons», a-t-il laissé tomber.

Ses deux garçons, Marlon, 7 ans, et Andrew, 5 ans, sont partis avec leur grand-père, Isidore Caron, 64 ans, de Laval, vers 15 h mardi. M. Caron, était allé saluer un ami avant de lui dire qu'il partait avec les deux bambins en direction de Willsboro, au sud de Plattsburgh, où sa femme et la soeur des petits les attendaient pour 18 h. Les Caron avaient l'habitude d'amener les enfants de Jeffrey et Etta — qui est la fille d'Isidore — avec eux à leur chalet.

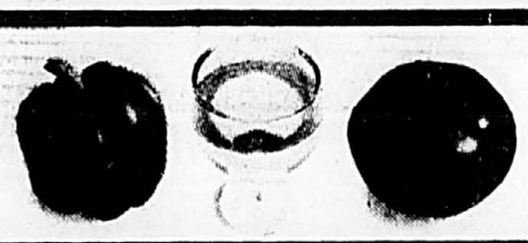
Les parents des deux enfants ne se sont pas rendus compte immédiatement de la disparition de leurs enfants. Vers 19 h 45 mardi, Jeffrey Kuhnreich est rentré du travail et a invité sa femme Etta à un diner d'amoureux au restaurant. «Nous sommes revenus à la maison vers 21 h 45. Nous avons appelé au chalet et ma belle-mère nous a alors appris que les enfants et Isidore n'étaient pas encore là. On a commencé à s'inquiéter sérieusement», relate le père, qui est avocat dans un bureau du centre-ville de Montréal.

Les parents ont donc décidé de faire leurs propres recherches. Vers 23 h 30, M. Kuhnreich s'est rendu à la résidence des Caron. «On ne sait jamais; on se disait que peut-être des voleurs les avaient enfermés dans une garde-robe. Mais tout était intact dans la maison. On a commencé à capoter», poursuit-il.

Le père de famille est alors parti en direction des États-Unis, en compagnie de son beau-frère.

VOIR PERDUS EN A 2

Si..Si..Si...
AFFICHE SES COULEURS



Disponible partout, en succursales de la S.A.Q. et en épiceries.

Les conservateurs remontent la pente, révèle Gallup

GILLES PAQUIN
du bureau de La Presse
OTTAWA

■ Pour la première fois en 32 mois, le Parti conservateur vient de se hisser au deuxième rang dans les intentions de vote des Canadiens en récoltant l'appui de 22 p. cent de l'électorat contre 18 p. cent au Nouveau Parti démocratique et 42 p. cent au Parti libéral.

Selon un sondage Gallup effectué entre le 8 et le 11 juillet, c'est-à-dire au lendemain de l'entente constitutionnelle entre Ottawa et les provinces excluant le Québec, les conservateurs ont fait un gain de cinq points en un mois pour atteindre leur plus haute cote de popularité depuis décembre 1989.

La remontée de la formation gouvernementale s'est faite aux dépens des néo-démocrates et des libéraux, estime la firme de sondage torontoise. Le NPD a en effet perdu trois p. cent de ses appuis en reculant de 21 à 18 depuis le mois de juin, alors que le Parti libéral a glissé de 44 à 42 p. cent au cours de cette période.

La lente érosion du vote néo-démocrate se poursuit depuis le début de l'année, notent les analystes de Gallup. En janvier 1992, le NPD pouvait compter sur l'appui de 24 p. cent des électeurs alors que le Parti conservateur n'obtenait que 12 p. cent des intentions de vote.

La position du Bloc québécois est demeurée inchangée tandis que celle du Reform Party s'est légèrement détériorée, ajoute Gallup. Au Québec, le Bloc dispute toujours la première place aux libéraux alors qu'ils ont respectivement 32 et 33 p. cent des intentions de vote, contre 21 aux conservateurs et 11 au NPD.

(Il faut noter qu'un sondage CROP-*La Presse* publié le mois dernier donnait au Bloc québécois une forte avance sur les libéraux de Jean Chrétien ; il est arrivé quelquefois déjà dans le passé que la maison Gallup donne le parti de Lucien Bouchard moins fort que CROP).

Le Reform Party a pour sa part été incapable de retenir tous les mécontents, ce qui a permis aux conservateurs de passer de 12 à 22 p. cent dans les Prairies. Pendant ce temps, l'appui au NPD chutait de 30 à 22 p. cent dans les provinces de l'Ouest.

En Ontario et dans les provinces de l'Atlantique, les libéraux demeurent toujours en première place avec l'appui de plus de la moitié des électeurs, comme le mois dernier.

Cette enquête Gallup a été conduite auprès de 1027 personnes de plus de 18 ans à travers le Canada, dont 248 au Québec.

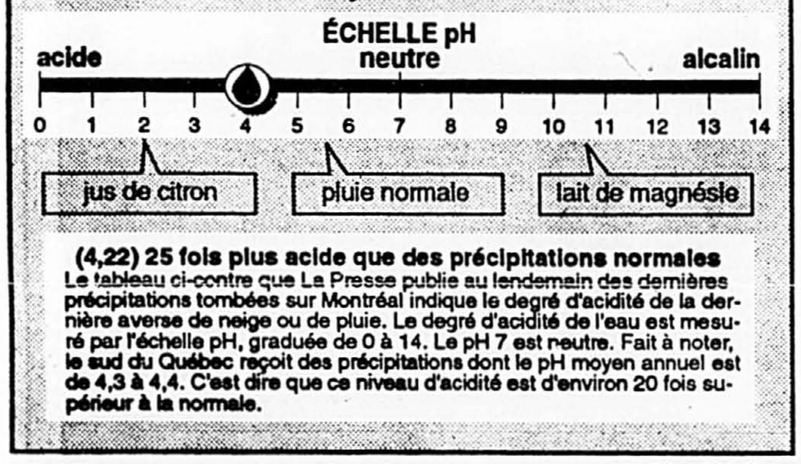
Aucun lien de parenté entre Daniel et Pierrette Anglehart

■ Des informations publiées dans notre parution de mardi ont faussement laissé croire que Daniel Anglehart, 27 ans, arrêté cette semaine pour avoir commis sept vols à main armée, est le frère de Pierrette Anglehart, la femme du «couple maudit» qui a assassiné une femme et violé quatre autres victimes en 1988, avec son complice Denis Fréchette. Daniel et Pierrette Anglehart n'ont aucun lien de parenté, le premier étant originaire de Montréal, la seconde de Gaspésie. Nos excuses aux familles concernées.

D'autre part, contrairement à ce que nous indiquions hier en page A 3 sous la photo de M. Claude Lachapelle, ce dernier devient le président et non le chef du Parti civique de Montréal. M. Pierre Gagnier demeure le chef de cette formation et cède son titre de président à M. Lachapelle.

Enfin, la compagnie Cott prévoit des ventes de 300 millions pour l'exercice se terminant en janvier 1993, comparativement à 137,4 millions l'an dernier. Hier, l'agence Dow Jones rapportait par erreur que la compagnie prévoyait des ventes de 400 millions.

INDICE DE L'ACIDITÉ DES PRÉCIPITATIONS
du 15 juillet 1992



(4,22) 25 fois plus acide que des précipitations normales

Le tableau ci-contre que La Presse publie au lendemain des dernières précipitations tombées sur Montréal indique le degré d'acidité de la dernière averse de neige ou de pluie. Le degré d'acidité de l'eau est mesuré par l'échelle pH, graduée de 0 à 14. Le pH 7 est neutre. Fait à noter, le sud du Québec reçoit des précipitations dont le pH moyen annuel est de 4,3 à 4,4. C'est dire que ce niveau d'acidité est d'environ 20 fois supérieur à la normale.

Infographie La Presse

Tirage d'hier

Le Lotto 6/49 5 21 30 33 36 41 (18)

E-X-T-R-A 0 9 1 6 4 5

La Quotidienne tirage d'hier	à trois chiffres	541
	à quatre chiffres	2757

ABONNEMENT 285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6900

ANNONCES CLASSÉES
Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30 285-7111
GRANDES ANNONCES
Détaillants 285-7202
National, Télé+ 285-7306
Vacances, Voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *LA PRESSE* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *LA PRESSE* sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe —
Enregistrement : numéro 1400 • Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.
RENSEIGNEMENTS 285-7272

29-4-01
JEUDI
16 JUILLET 1992

SUITE DE LA UNE

CASINO

Le casino prend le chemin de l'île Notre-Dame

tré beaucoup de réserves face au projet d'implantation d'un casino, alléguant que les problèmes de sécurité seraient nombreux dans le centre-ville. Montréal soutenait qu'il faudrait à cet égard augmenter considérablement l'effectif policier, ce qui engendrerait des dépenses importantes. Il a même été question, à un moment, que Montréal exige une part des revenus du futur casino pour faire face aux frais de sécurité.

Lorsque l'on consulte les résultats obtenus lors de différentes présentations au Palais de la Civilisation au cours des dernières années, on se rend compte que certaines années, comme en 1989, plus de 350 000 personnes ont passé les tourniquets, même si le métro ne s'arrête pas directement dans l'île, la station la plus proche étant à l'île Saint-Hélène.

Au cours des prochaines semaines, pendant que les experts étudieront les impacts, il est à prévoir que de nombreux organismes tenteront d'obtenir les faveurs du gouvernement au sujet de l'implantation du premier casino. On sait que la direction de la Régie des installations olympiques, nommément le président Pierre Bibeau, fait des pieds et des mains pour obtenir les tables de jeu dans le Stade olympique.

Rappelons que c'est avec beaucoup de réticence que le premier ministre Robert Bourassa a finalement donné le feu vert au projet d'implanter des casinos. Il exige encore, selon nos informations, que toutes les données concernant les impacts sociaux soient scrupuleusement analysées. □

BOURASSA

Oui, Bourassa ira à Ottawa

pondéré» soumise par l'homme d'affaires Claude Beauchamps.

Toujours en acceptant de discuter sur la base d'un Sénat égal, Québec va aussi essayer d'obtenir une protection afin d'assurer que son poids sera toujours maintenu lorsque les deux Chambres seront réunies — 60 p. cent des sénateurs peuvent obtenir qu'un projet de loi soit soumis à un vote conjoint des Communes et du Sénat. Le défunt accord de Victoria accordait cette garantie — les provinces ou régions qui étaient suffisamment populeuses pour obtenir un veto au moment de l'accord conservaient indéfiniment ce droit.

Idéalement le premier ministre Bourassa souhaite toujours voir le Québec obtenir davantage de sièges que les autres provinces au Sénat — des stratèges provinciaux font valoir que des provinces comme l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse étaient disposées à ce que le Québec ait davantage de sièges qu'elles — Joe Ghiz, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard avait même proposé de «donner» quatre de ses huit sénateurs au Québec. Mais devant ces voeux, on se gratte la tête à Ottawa où un Sénat qui serait «égal» sans que toutes les provinces y aient le même nombre de sièges est comme résoudre la quadrature du cercle.

Un retour du Québec à la table constitutionnelle est évidemment craint par les éléments nationalistes du Parti libéral. «S'il y met le pied, il accrédite l'entente sur un sénat égal», soulignait-on. Or plusieurs ténors du PLQ, les Jean Allaire et Mario Dumont, ont déjà qualifié d'irrecevable le recul du poids du Québec au Sénat.

Le gouvernement Bourassa veut aussi des clarifications quant au partage des compétences — Ottawa reconnait les compétences exclusives du Québec dans six secteurs — qui vont des mines au logement — mais veut y maintenir des institutions. Québec souhaite qu'Ottawa se retire carrément des 16 compétences qu'accordait aux provinces la constitution de 1867, sans y garder indirectement le pied par son pouvoir de dépenser.

Ces exigences avaient été formulées par le gouvernement Bourassa lundi, par la voix de deux collaborateurs du ministre des Affaires canadiennes, André Tremblay et le sous-ministre Jacques Chamberland, aux fonctionnaires fédéraux Paul Tellier et Jocelyne Bourgon, lors d'une réunion à Montréal.

«Ce qu'on veut, c'est avoir Meech derrière nous», insistait-on hier du côté de M. Gil Rémillard. Québec voulait obtenir des assurances quant au libellé de la clause de la société distincte, que cet élément soit isolé au sein d'une clause Canada — alors qu'il y a deux ans, Québec s'opposait à ce que la société distincte soit mentionnée dans une telle clause.

L'entente doit toutefois prévoir une clause de «sauvegarde» pour établir les compétences exclusives du Québec en matière linguistique. En revanche, les francophones hors Québec verront satisfaite leur exigence de voir les gouvernements responsables «de l'épanouissement» des minorités linguistiques.

Québec tenait aussi à des questions considérées comme «des vétilles» dans la capitale fédérale, l'assurance qu'on reviendra au texte de Meech et que l'on accordera aux provinces un droit de veto sur les amendements aux futures ententes administratives fédérales-provinciales dans des questions comme l'immigration.

Lundi, les fonctionnaires québécois ont presque exclusivement abordé les questions à résoudre pour permettre au Québec d'avoir «la substance de Meech». Le partage des pouvoirs fut discuté dans trop de détails. Par la suite, Québec a aussi souligné à Ottawa ses interrogations sur l'impact de la création d'un troisième ordre de gouvernement, autochtone, sur l'intégrité territoriale du Québec.

Du même souffle, Québec se prépare à modifier l'échéancier référendaire, compte tenu que le fossé qui le sépare encore du Canada anglais semble trop profond pour être réduit en quelques semaines. «Il faut que l'on soit réaliste», a reconnu hier Mme Bacon quand on lui a demandé si Québec comptait revoir son échéancier référendaire. Avec la question constitutionnelle comme sujet principal, la réunion du conseil des ministres d'hier était suffisamment importante pour la faire revenir de vacances, et la question de l'agenda — de la campagne référendaire qui devrait théoriquement commencer le 9 septembre — devait être abordée, a-t-elle indiqué. «Tout est en place pour un report du référendum», indique-t-on dans les officines gouvernementales où on remarque que la pression des nationalistes pour exiger un référendum cet automne a paru s'essouffler. Toutefois comme Québec a encore quelques semaines devant lui, on n'a pas encore appuyé sur le frein. Cette décision, prévoit-on, nécessitera d'énormes précautions, et devra au préalable être expliquée aux militants du PLQ, qui ont à 80 p. cent appuyé le rapport Allaire comme plateforme constitutionnelle en mars 1991. □

PERDUS

Le grand-père et ses petits-fils sont disparus mystérieusement

«Nous avons refait le même trajet qu'avait l'habitude d'employer mon beau-père, jusqu'au chalet.» Ils ont emprunté l'autoroute 2-20, jusqu'au pont Mercier. Puis, ils ont roulé sur la route 132, jusqu'au poste frontière de Lacolle. Rendus aux États-Unis, ils ont pris la route 87, jusqu'à Willsboro. «Mais on n'a rien trouvé. Quand nous sommes arrivés au chalet, ma belle-mère était dans tous ses états. Nous l'avons ramenée à Montréal.»

Le groupe est finalement arrivé à la résidence des Kuhnreich, rue Albareto à Dollard-des-Ormeaux, vers 4 h hier matin. Ils ont appelé la police. La CUM, la SQ et la New York State Police ont effectué des recherches toute la journée, hier, afin de découvrir le véhicule de M. Caron, une Plymouth Caravan brun 1988, avec une plaque d'immatriculation GDT 230, dans un fossé ou dans une rivière, le long de la route. Même les policiers en hélicoptère n'ont rien aperçu. Aucun accident n'a été signalé.

«C'est le mystère le plus complet. Nous ne savons même pas s'ils ont passé la frontière», a enchaîné avec dépit Jeffrey Kuhnreich.

La CUM devait tenter de rencontrer les douanier américains qui étaient de garde, mardi soir, a expliqué pour sa part le directeur du poste 12 de la CUM, Richard Carlisle. M. Caron possède un chalet à Willsboro depuis une quinzaine d'années. Il y va deux fois par semaine en moyenne. Il connait donc très bien le chemin. En bonne santé, malgré quelques problèmes reliés au diabète, rien n'indique qu'il ait pu se perdre ou commettre une folie quelconque. «Il est tout à fait hors de question qu'il ait enlevé nos enfants. Je le connais trop bien», a tranché Jeffrey Kuhnreich lorsqu'on lui a suggéré l'hypothèse.

Aucune demande de rançon n'a été transmise non plus à la famille. En désespoir de cause, la police a demandé l'assistance des enquêteurs des homicides, hier après-midi, et les sergents-détectives Michel Provost et Jacques D'Astous ont été affectés au dossier. «Rien ne nous laisse croire à un meurtre, a précisé le directeur Carlisle. Mais on veut mettre le paquet pour les retrouver.»

Toute information permettant à la famille Kuhnreich ou aux policiers de retrouver le grand-père et les deux bambins peut être transmise au 280-2212, au 280-2052 ou au 280-2777. □

PAPE

Le pape opéré d'une tumeur au côlon de la taille d'une orange

dit que la tumeur était «absolument bénigne».

«Nous avons retiré une tumeur de la taille d'une orange, a précisé le médecin anesthésiste Corrado Manni. Le pape a réagi à l'opération non pas comme un homme de 72 ans, mais comme un homme de 20 ans. Il devrait pouvoir se rétablir complètement sans modifier son emploi du temps, et il pourrait même marcher à nouveau dès jeudi.»

Le pape, voyageur infatigable, a effectué 55 visites dans plus de 100 pays depuis son élection en 1978. Il doit se rendre en République Dominicaine en octobre prochain à l'occasion du 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Les chirurgiens ont également procédé à l'ablation de la vésicule biliaire de leur patient — une des interventions chirurgicales les plus courantes — parce qu'ils y avaient décelé des calculs.

Depuis son hospitalisation, dimanche dernier, Jean-Paul II a reçu des voeux de bon rétablissement de nombreux dirigeants, notamment du président George Bush et de la reine Elizabeth II.

Il a également reçu un message du Turc Mehmet Ali Agca, qui avait tenté de l'assassiner place Saint-Pierre en 1981.

Agca a expliqué qu'il avait écrit au pape «seulement 30 mots, pour lui souhaiter une prompte guérison». Le Turc, qui est détenu à la prison de Rebbibia, à Rome, a révélé, dans une interview, que lors de la visite que lui avait rendue Jean-Paul II en décembre 1983, ce dernier «avait fait preuve à son endroit d'une humanité extraordinaire». Évoquant l'attentat, Agca a déclaré éprouver simplement de la résignation : «Ce qui est arrivé devait arriver». Interrogé sur ce qui l'avait poussé à commettre ce geste, il a proféré des paroles confuses mettant notamment en cause l'ancien secrétaire général du PC de l'Union soviétique Youri Andropov et parlant de «la décision du Kremlin de faire tuer tous les ennemis de l'empire soviétique, dont le pape était le premier».

À l'hôpital Gemelli

Des files de religieuses dans la cour, attroupements de journalistes dans le hall, ballet des limousines d'ambassadeurs sur la rampe d'accès, l'hospitalisation du pape Jean Paul II a mis le service de chirurgie de la polyclinique Gemelli de Rome en état de siège.

Mais les allées et venues à l'intérieur de l'hôpital sont sévèrement contrôlées et le fonctionnement des services n'a pas été perturbé, assure un porte-parole de l'établissement.

Gemelli est l'un des plus grands hôpitaux de Rome. Il dispose des équipements les plus modernes. Il fait partie de l'Université catholique du Sacré-Coeur et compte 1706 lits, répartis entre 46 services, possède un héliport, emploie 660 médecins et 1600 infirmiers.

Depuis l'hospitalisation de Jean Paul II, la polyclinique, qui est située à trois km au nord-ouest du centre de Rome, est prise d'assaut par des dizaines de journalistes, massés principalement dans la cour d'arrivée au pavillon de chirurgie. Là, sous un soleil brûlant, des batteries de caméras de télévision sont braquées sur les fenêtres de l'appartement du 10e étage où a été installé le souverain pontife.

Le pape est logé dans un petit appartement qui comprend sa chambre, un salon, une petite chapelle et deux chambres occupées par son secrétaire particulier, Don Stanislao Dzivsi, et la religieuse polonaise qui veille depuis des années sur les appartements du Vatican, soeur Tobiana.

Dans sa chambre, le pape a fait placer une télévision, et sur le mur une reproduction de la Vierge de Czestochowa (sud de la Pologne), à laquelle le lie une dévotion particulière. Dans le salon, un télécopieur débite sans discontinuer des messages envoyés du monde entier et retransmis par le Vatican. □



À quand le retour du soleil ?

Marc et Hélène Dubé, de Sherbrooke, s'étaient juré de passer leurs vacances sur la plage d'Old Orchard Beach, dans le sud du Maine, et ce n'est pas un peu de pluie qui allait leur faire changer d'avis. Abrité sous un parasol dont la vocation a été quelque peu modifiée par les circonstances, le couple attend stoïquement que le soleil refasse son apparition. M. et Mme Dubé avouent malgré tout qu'ils pourraient écourter leurs vacances si le temps ne s'améliore pas bientôt.

PHOTO ASSOCIATED PRESS

Où donner de son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants :

- à Montréal : Centre des donneurs de sang, 2991 est, rue Sherbrooke, Centre commercial Maisonneuve, (métro Préfontaine), de 9 h à 20 h ;
- à Montréal : Complexe Desjardins, niveau «La Place», de 10 h à 17 h ;
- à Saint-Chrysostome : sous le patronage des Clubs Optimistes de Saint-Chrysostome, Sainte-Clothilde et Franklin, Saint-Antoine, salle des Chevaliers de Colomb, conseil 3584, 400, rue Saint-Antoine, de 15 h à 20 h 30.

DES ACTIVITÉS ANIMÉES AU NOUVEAU VIEUX-PORT.

LOCATION DE PÉDALOS Pour sillonner le bassin Bonsecours complètement réaménagé.
QUADRICYCLES Véhicules à pédales, uniques à Montréal, pouvant accommoder 3, 6 et même 9 personnes.
PLACE DES JEUNES* Animation, jeux de participation, spectacles, théâtre, maquillage et plus encore.
VÉLO AVENTURE Tout nouveau! Louez une bicyclette de montagne ou un tandem et découvrez les pistes cyclables de Montréal.
MARCHÉ AUX PUCES* Le plus célèbre marché aux puces de Montréal. Plus de 100 exposants.
S.O.S. LABYRINTHE Le grand jeu d'aventure. Deux kilomètres d'obstacles, de surprises et d'attrapes.
PROMENADE DES ARTISTES* Musiciens, caricaturistes, artistes peintres et amuseurs publics animent le Vieux-Port.

...Et plusieurs autres activités!

*Gratuit

LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

MOLSON DRY · PEPSI · La Presse · KMF 94,3 · CJMS 128 · 496-PORT

La Presse

Bingos à Kahnawake: les autorités marchent sur des oeufs

Claude Ryan dit vouloir vérifier les faits avant de commenter la reprise des bingos illégaux

LILIANNE LACROIX

■ C'est avec des pincettes que les autorités traitent présentement la question des bingos qui a resurgi à Kahnawake, où les joueurs peuvent de nouveau assouvir leur passion depuis quelques mois.

Le ministre de la Sécurité publique, M. Claude Ryan, s'est rangé derrière l'éternel «pas de commentaire» hier quand on lui a demandé s'il comptait agir dans le cas des bingos illégaux qui se tiendraient tous les week-ends à Kahnawake.

«Je veux vérifier les faits avant de commenter», répétait tout simplement le ministre, malgré les tentatives des journalistes de le mettre au pied du mur. Le ministre n'a pas voulu non plus préciser s'il était d'accord ou non avec le principe de faire un passe-droit dans le cas des réserves indiennes.

À la SQ, on ne peut confirmer «officiellement» la tenue de bingos. «Certaines informations nous permettent de croire que les bingos ont repris depuis quelques mois, déclare l'agent André Blanchette. Mais ils ne se déroulent pas sur la route principale. Or, nous ne nous rendons plus maintenant à l'intérieur de la réserve et nous ne pouvons donc le vérifier...»

Interrogé mardi, le chef des Peacekeepers, M. Joey Montour admettait que des bingos se déroulaient régulièrement et sans problème. Où? a-t-on demandé. «Je ne sais trop, expliquait M. Montour. Il faudrait demander aux organisateurs.» Il ne pouvait toutefois nous fournir les noms de ces organisateurs.

Des annonces publicitaires invitant le public aux «Mohawk Bingos» ont aussi été publiées régulièrement dans l'édition rive-sud de La Gazette. C'est ainsi que le bingo du 10 juillet devait remettre des prix allant jusqu'à 5000$.

Détail révélateur: l'annonce parle de «vaste stationnement, de facilités pour personnes handicapées et d'un restaurant intégré». On précise de plus, à l'intention des «magasineux» qu'une portion de la salle de bingo est un «marché aux puces». Or, le seul emplacement qui réponde à cette description, c'est l'immense édifice de la route 138 qui fut d'abord un «Bingo Hall» avant de devenir officiellement «Marché aux puces». Son identification est rendue encore plus facile puisque l'annonce précise justement l'adresse: «Route 138».

Au numéro 638-6830 indiqué au bas de l'annonce, on nous expliquait d'ailleurs que c'est bien au grand «Bingo Hall» de la 138, juste à la sortie du pont Mercier, que se tiennent ces journées-bingos. Les prochaines auront lieu le week-end prochain, samedi à 19h et dimanche à 14h pour être plus précis.

Les agents de la SQ ayant accès à la route 138, ont-ils l'intention d'aller faire enquête sur ces activités présumément illégales? «Je suis surpris que les bingos se tiennent là, déclare d'abord le caporal Robert Poeti. De toute façon, il faut rappeler que nous sommes déjà intervenus à Oka mais jamais à Kahnawake, du moins de façon directe. Nous nous sommes contentés d'arrêter les gens qui en sortaient et qui ont admis être allés au bingo.»

Et il concluait en disant: «Dans le contexte actuel, toute intervention directe serait sûrement délicate. Ce n'est pas comme si on allait n'importe où...»

Mme Marilyn Simpson, une des organisatrices de ces bingos, n'a pu être jointe. Selon sa fille, les promoteurs de ces bingos tiennent depuis quelques jours de fréquentes réunions à ce sujet. Elle précisait toutefois que, pour l'instant, sa mère n'avait aucun commentaire à faire et ne désirait pas parler aux journalistes.

Hier, en fin d'après-midi, M. Charles Carpenter, secrétaire de la Régie des loteries du Québec, émettait un communiqué qui se lisait comme suit: «Suite à l'annonce que des bingos seraient tenus à Kahnawake les samedis et dimanches, la Régie des loteries du Québec tient à préciser qu'aucune licence n'a été délivrée pour la conduite de ces bingos et que, de ce fait, ils seraient tenus dans l'illégalité.»

«La Régie tient, de plus, à faire une mise en garde à tous ceux qui pourraient y assister: les personnes présentes lors d'un événement illégal pourraient faire l'objet de poursuites judiciaires en vertu du Code criminel».

Les résidants de LaSalle en ont assez des coups de feu tirés de Kahnawake

MATHIAS BRUNET

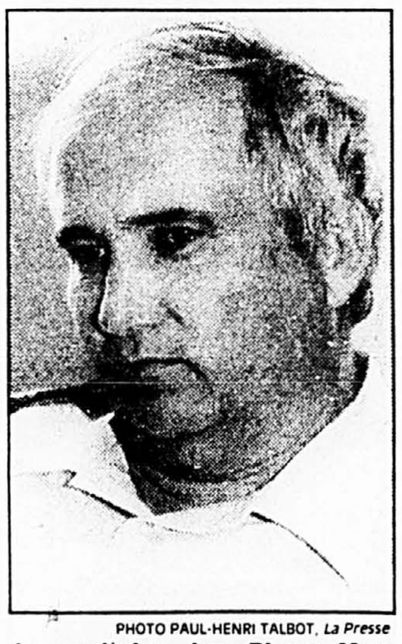


PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, *La Presse*

Le capitaine Jean-Pierre Mercier, du poste 21, avoue recevoir des plaintes chaque semaine depuis les Fêtes.

■ La vie n'est plus très rose pour les résidants de LaSalle qui habitent en face de la réserve de Kahnawake. Depuis six mois, des coups de feu tirés de l'autre rive se font entendre chaque semaine. Certains ont même retrouvé des balles à l'intérieur de leur domicile.

Mme Normand, qui réside boulevard LaSalle, près de la rue Stirling, a peur: «La semaine dernière, j'ai commencé à tondre le gazon. Quand j'ai entendu des coups de feu, j'ai immédiatement regagné la maison. Ce qui est stressant, c'est que la chambre des enfants donne sur le fleuve. Lorsque les nouvelles à la télévision annoncent que la tension monte dans la réserve, nous couchons les petits à l'avant, dans le salon. Le pire, c'est que la police nous a dit qu'elle ne pouvait rien pour nous. Les seules suggestions que les policiers m'ont données sont de ne plus nous promener sur le boulevard LaSalle ou de déménager. C'est terriblement inquiétant.»

Son voisin, qui a refusé de s'identifier, est lui aussi très nerveux: «Je n'ai pas encore songé à déménager mais si jamais une balle atteint ma maison, je ne mettrai pas de temps à partir. Il y a deux week-ends, c'était terrible: j'ai entendu des rafales d'une telle intensité que je croyais qu'une guerre venait d'éclater.»

Le maire de la ville, Michel Leduc, est également conscient de l'ampleur du problème: «C'est triste à dire, mais entendre des coups de feu en provenance de l'autre côté du fleuve est devenu banal pour nous.»

Des balles traversent le fleuve

Le 22 juin dernier, une balle de calibre 30-30 s'est logée dans une fenêtre de la cour arrière de l'école Clément, sur la rue Jean-Milot, pourtant située à plus de trois kilomètres de la réserve. Il y avait des gens dans la cour.

Trois semaines auparavant, une citoyenne d'origine allemande, qui habite rue Strathyre, a eu la surprise de retrouver une balle dans son grenier. Elle avait traversé le toit.

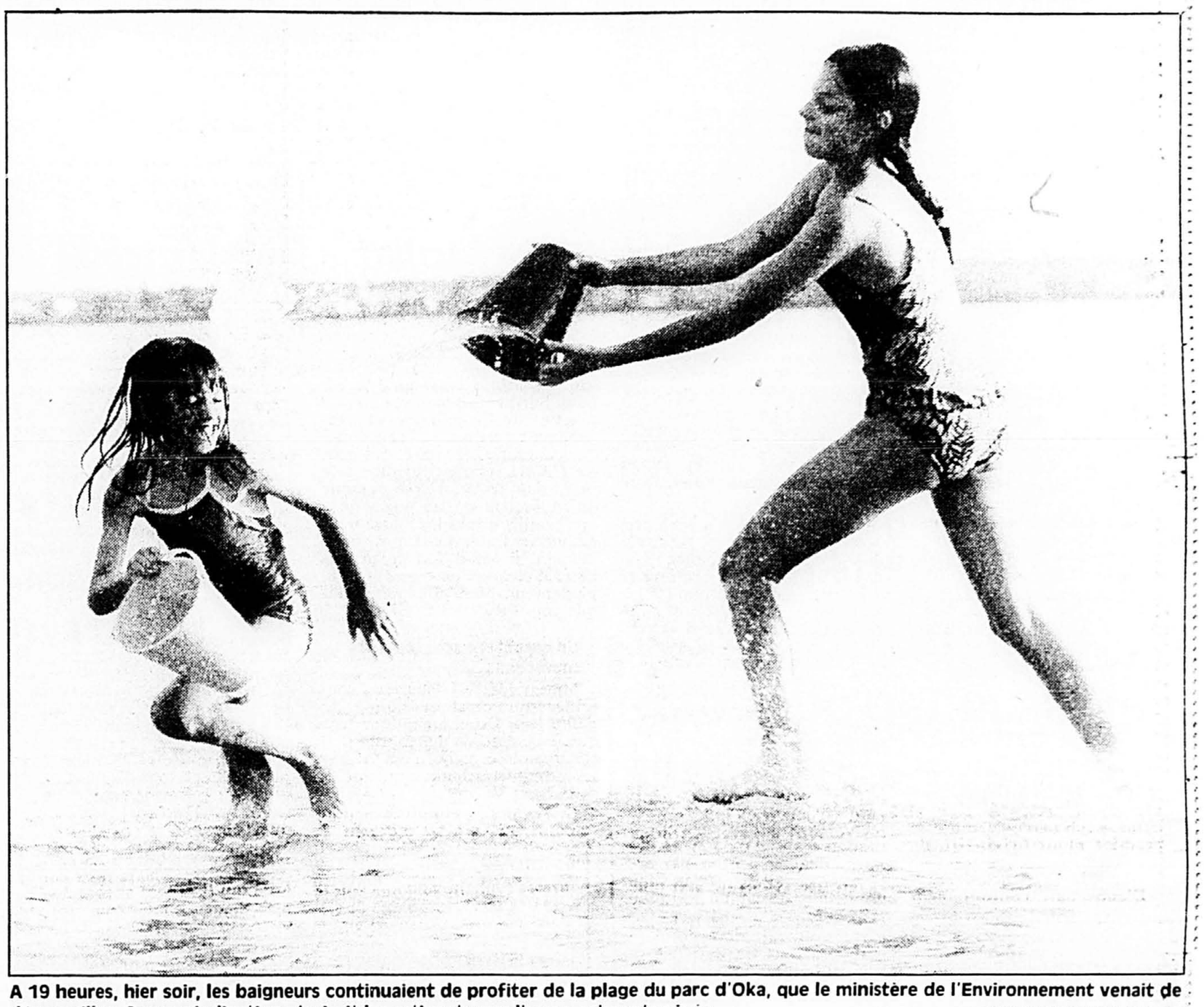
Sa voisine confiait son inquiétude à *La Presse*: «Ce serait très déplorable qu'une personne qui emprunte la piste cyclable sur le boulevard LaSalle soit touchée par un coup de feu. Je n'aime pas ça du tout.» Par contre, la dame a affirmé n'avoir jamais entendu de bruits de tirs.

Le capitaine Jean-Pierre Mercier, du poste 21, est conscient de la gravité des derniers événements. Il avoue d'ailleurs avoir reçu des plaintes à ce sujet à chaque semaine depuis le temps des fêtes: «C'est un dossier chaud. Les gens sont inquiets et je les comprends. Néanmoins, des enquêtes sont en cours et nous communiquons régulièrement avec les Peacekeepers qui nous apportent leur coopération.»

Pourtant, de leur côté, on affirme ne jamais avoir entendu parler de ces incidents récemment: «Nous avons eu à confisquer des armes à des chasseurs l'automne dernier mais depuis, rien du tout», a affirmé le chef Joe Montour.

D'après la police de la CUM, les armes utilisées sont des AK-47 ou des armes de chasse de haut calibre. Au moins deux balles retrouvées sont de calibre 30-30. Selon des experts consultés par *La Presse*, ces balles peuvent facilement franchir une distance de deux à trois kilomètres.

Rappelons qu'en janvier dernier, en pleine fête du Nouvel An, des balles tirées de la Rive-Sud s'étaient logées dans deux maisons de LaSalle.



A 19 heures, hier soir, les baigneurs continuaient de profiter de la plage du parc d'Oka, que le ministère de l'Environnement venait de déconseiller. Aucune indication n'avisait les estivants que l'eau y est contaminée.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, *La Presse*

Le ministère de l'Environnement déconseille la plage du parc d'Oka pour la baignade

ÉRIC CLÉMENT

■ La plage du lac des Deux-Montagnes, au parc d'Oka, a été déconseillée aux baigneurs hier par le ministère de l'Environnement du Québec (MENVIQ), à la suite de nouveaux prélèvements d'eau qui ont révélé un degré de contamination bactériologique élevé. Le ministère a également demandé la fermeture de trois plages de la région Laval-Laurentides.

Profitant du temps clément, environ 200 personnes se sont baignées à la plage du parc d'Oka hier, d'après une employée jointe par *La Presse*. La température de l'eau atteignait 21 degrés Celsius. Le MENVIQ en déconseille cependant la fréquentation, sans l'interdire formellement.

Ce n'est pas le cas pour les plages **Super Aqua Club** (Pointe-Calumet), **Camping Blaise Provost** (Huberdeau) et **Camping Brosseau** (Arundel), dont la fermeture a été demandée aux municipalités par le ministère de l'Environnement.

Quatre autres plages de Laval-Laurentides demeurent par ailleurs fermées par suite d'une contamination bactériologique élevée. Il s'agit des plages **Camping-parc de La Conception** et **Camping de la montagne d'argent** (La Conception), **Domaine Cloutier** (Saint-Colomban) et **Camping lac des Plaines**, de Sainte-Anne-des-Plaines.

Par contre, la plage du **Camp Notre-Dame-de-la-Rouge no 1** est maintenant rouverte, la qualité de l'eau étant de nouveau conforme aux normes du ministère.

Le temps chaud et couvert qui sévit actuellement sur la région favorise le développement bactérien dans l'eau, surtout lorsqu'une plage est très fréquentée, le soleil ne tuant pas aussi efficacement les micro-organismes lorsqu'il est voilé. C'est pourquoi par exemple une plage peut être classée A (excellente qualité) à 9 heures pour devenir classée C (qualité médiocre) en après-midi.



ROBERT DUGUAY

Ti-Pierre Gagnier...

Un homme jovial, Pierre Gagnier. Les yeux rieurs, toujours disposé à apprécier les bons moments que lui offre l'existence. Le chef du Parti Civique a bûché dans le but d'obtenir un «certain niveau de vie» pour sa famille et ces batailles l'ont ancré dans ses premières certitudes.

«Depuis mon jeune âge que je lis des livres d'histoire: César, De Gaulle, les grands leaders m'ont toujours fasciné. J'ai appris que si tu parviens à harmoniser les énergies de chacun vers un même but, tu peux mener le monde».

Justement, au sujet de l'harmonie...

Le Parti Civique n'a pas été un modèle de loyauté et de solidarité depuis le départ de M. Drapeau. Auf der Maur, Benoit, André, Pierre Gagnier lui-même ont milité sous d'autres couleurs. Le rafistolage d'allégeances, sinon de convictions, provoque souvent de terribles dépenses de temps et d'énergie...

«On n'a plus de temps à perdre à se tirer dans les pieds. Notre priorité, c'est d'installer une base sur laquelle bâtir quelque chose de sérieux. Ensuite, s'acharner à aller chercher des candidats qui deviendront de futurs conseillers avec de la substance et de la crédibilité.

«Attendez-vous d'ailleurs à ce que nos rangs se renforcissent encore dans les mois qui viennent, les changements de partis sont une réaction normale dans les circonstances actuelles.

«Regardez ce qui s'est passé au RCM lorsqu'il a présenté son dernier budget. Six conseillers ont pleurniché et sont restés chez eux plutôt que de voter contre leur conscience, six autres ont viré capot à la dernière minute et un seul a eu le courage de ses opinions, Michel Benoit.»

M. Gagnier s'éloigne de sa chaise et son rire inonde la salle de réunion du quartier général du PC, rue Jean-Talon est. «Je me laisse emporter... Vous savez, je ne suis pas un politicien, j'apprends le métier...»

Non, non, rassurez-vous, ça va bien...

«Il y a tellement de choses qui me choquent... quand je vois le maire, notre maire, se laisser critiquer, accabler par ses propres conseillers, se laisser affubler de tous les problèmes qu'il cause aux Montréalais... je me dis que ce n'est pas comme ça que ça doit fonctionner. Ou bien ils ont raison et le chef doit s'en aller, ou bien le chef est logique avec lui-même et il les met à la porte».

— Chacun n'a-t-il pas le droit d'exprimer des critiques?

«Absolument. Je m'attends d'ailleurs a être contrarié de temps à autres; je ne serai pas surpris quand mon jugement sera remis en question. Mais ici, autour de cette table. Pas dans *La Presse*. De Gaulle, César, Trudeau, Drapeau ne se sont pas laissé donner des jambettes sous prétexte d'exercer la démocratie. Le plus grand chef de l'histoire du monde, Jésus-Christ, l'a dit clairement: t'es avec moi ou t'es contre moi.»

* * *

— Dans les circonstances, avez-vous l'impression d'accomplir un travail utile en tant que chef du parti d'opposition officiel?

«Je les fatigue, ils savent que je les suis pas à pas. Quand je dis à Gardiner qu'il ne crée pas d'emplois, ça le met en maudit parce qu'il n'a pas d'arguments pour me contredire. Quand j'ai prédit à Mme Cousineau qu'elle allait être obligée de réviser son budget, elle a ri de moi. Mais elle l'a quand même révisé trois fois, son budget.

«Quand je dis qu'il y a plus d'animateurs que d'administrateurs au sein du Conseil exécutif, ils n'ont rien à redire non plus parce que ça aussi, c'est vrai. Regardez le profil des sept membres du C.E. et nommez-en un seul qui a gagné sa vie comme ti-Pierre Gagnier, sa boite à lunch sous le bras et toujours prêt à se battre...»

— C'est cette image-là que vous désirez propager? Celle du bagarreur?

«Oui, parce que c'est exactement ce que je suis. Je veux apporter de la combativité à l'Hôtel de Ville. Il faut se battre pour survivre. Compétitionner contre Terrebonne, contre Pointe-Claire, contre Saint-Laurent pour attirer les investisseurs, se battre pour créer des emplois. Oui, nous avons besoin d'un système de transport en commun efficace, oui il faut bien vivre et s'amuser. Mais tout ça passe par l'obligation de permettre aux commerçants de commercer et aux industriels de s'installer chez nous à des conditions réalistes. Ce n'est pas en encourageant le monde à rester pauvre qu'on va bâtir une ville dont on va être fiers... La pauvreté engendrée par l'inaction des gouvernements est inacceptable, dégradante. Ça ne tient pas debout.»

Les pauvres et les immigrés: un sujet sur lequel M. Gagnier a failli se brûler, dans son propre Cartierville, lorsqu'il s'est vivement opposé à la construction de HLM...

«Je maintiens que l'achat de terrains et la construction de HLM est un mauvais calcul. Nous avons un taux d'inoccupation des logements qui ne nous permet pas d'en bâtir de nouveaux à 69 800$ l'unité. Je maintiens qu'il est préférable de rénover à moins de la moitié de ce coût-là.

«Je maintiens aussi qu'il va y avoir moins de drogués, de femmes battues, de viols, moins de problèmes sociaux, quand le monde aura retrouvé se dignité en retournant au travail.

«Une autre de mes convictions profondes, c'est que le bon sens va toujours finir par gagner. Si c'est ça être raciste ou fasciste ou travailler contre les pauvres, comme dit la go-gauche, eh bien qu'ils viennent me battre aux élections!».

— Vous présenterez-vous à la mairie, la prochaine fois?

«Je vais avoir 58 ans en 94. Je préférerais seconder ou pousser un gars plus jeune qui aura eu le temps de faire ses preuves. N'importe quelle fonction qui me permettrait de remettre Montréal sur ses pieds me conviendrait».

PARLEC COMMUNICATIONS
présente
LES BOUQUINISTES À MONTRÉAL
SUR LES QUAIS DU VIEUX-PORT, DU 11 AU 26 JUILLET 1992
de 11 h à 23 h



30 éditeurs, libraires, antiquaires du livre des plus réputés à Montréal se retrouveront au Vieux-Port pour y recréer l'atmosphère des célèbres bouquinistes parisiens...
LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL
AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE
La Presse

Place Charles-de-Gaulle: inauguration à caractère strictement... municipal!

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ L'inauguration de la place Charles-de-Gaulle, à 13h aujourd'hui, par les maires de Paris et Montréal, a un caractère strictement municipal et cela ne fait pas que des heureux!

Rien n'indique pour autant que les groupes nationalistes perturberont cet événement chargé d'un sens historique certain. En somme, l'inauguration s'annonce «émotive» mais relativement tranquille.

C'est du moins ce qui se dégage de diverses conversations avec des porte-parole de l'administration municipale et ceux des organisations nationalistes.

On se souviendra que le général de Gaulle, président de la République française, accompagné du premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, avait fait une retentissante visite au Québec à l'été 1967 pour l'Exposition universelle de Montréal. Le 24 juillet 1967, point culminant, du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, rue Notre-Dame, il lança son fameux «Vive le Québec libre».

Le président du Mouvement national des Québécois (MNQ), M. Sylvain Simard, croit que l'inauguration de la place Charles-de-Gaulle, située dans la partie sud du parc LaFontaine, rue Sherbrooke, est à cet égard «un événement politique majeur».

Cela étant admis, a reconnu M. Simard, le MNQ soulignera ce fait, cet après-midi, «d'une certaine manière». S'agira-t-il d'une marche aux drapeaux? On ne le sait trop! Chose certaine, M. Simard aurait souhaité que la commémoration de l'événement ait lieu «le jour même de l'anniversaire», soit dans une semaine, et le 26 juillet, le MNQ fera «une intervention publique» pour rappeler le sens historique de la visite du général en terre du Québec.

Le gouvernement du Québec ne sera pas représenté à la cérémonie d'aujourd'hui. Pas plus d'ailleurs que l'opposition officielle à l'Assemblée nationale.

Le député de Sainte-Marie-Saint-Jacques à l'Assemblée nationale, M. André Boulerice, n'avait toujours pas reçu de carton d'invitation, hier après-midi. M. Boulerice a exprimé sa «tristesse» et qualifié l'attitude de l'administration municipale de «petite et mesquine».

Heureux de l'hommage que les villes de Paris et Montréal rendent au général, il croit que de Gaulle, malgré ce que certains ont dit, n'a pas divisé les Québécois; il les a plutôt rassemblés autour de l'idée de leur émancipation.

M. Boulerice est critique en matière de francophonie dans le cabinet-fantôme du chef péquiste Jacques Parizeau.

Un porte-parole du service du protocole du ministère des Affaires internationales du Québec précisait hier que le gouvernement du Québec ne sera pas représenté à la cérémonie d'hommage au général de Gaulle.

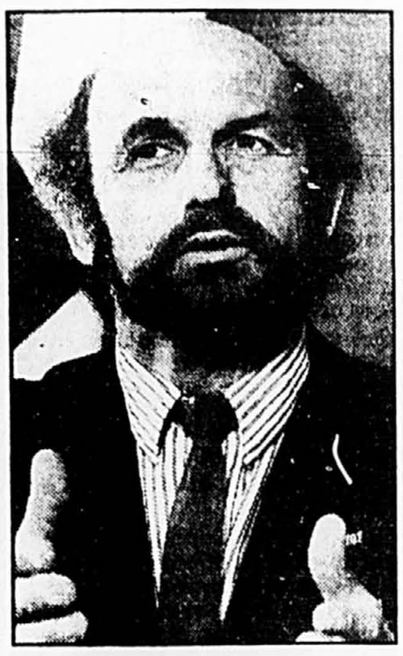
Le président du Mouvement Québec français (réunit une dizaine de grands organismes, dont les centrales syndicales et des sociétés Saint-Jean-Baptiste), a signalé hier, tout en le regrettant, que les organismes nationaux n'ont pas été invités comme à l'inauguration. Guy Bouthillier sera quand même présent, mais uniquement à titre personnel... probablement parce qu'il a été l'organisateur, en avril 1990, d'un grand colloque (à l'Université de Montréal) sur l'importance politique du général de Gaulle.

L'inauguration de la place, a-t-il dit, a une importance «en elle-même et pour tout le Québec». Le Général de Gaulle était prêt à «aller très loin» pour appuyer les revendications québécoises, ajoute-t-il en substance.

Il cite un texte de l'ancien premier ministre René Lévesque, publié dans l'hebdo *Dimanche-Matin*, le 23 juillet 1967: «La France n'a pas besoin de nous; lui (le général) non plus. C'est nous qui avons besoin de la France. N'ayons pas peur de le dire. De Gaulle ne le dira pas, mais il le sait. Il y a longtemps qu'il le sait et qu'il le prouve avec une discrète efficacité. Ce qu'il nous faut absolument c'est que la France garde et amplifie cet intérêt qui, sous de Gaulle, elle a commencé à nous manifester. Il est possible qu'en France on ne puisse plus être gaulliste tous les jours; mais ici, aujourd'hui, demain et après-demain, il serait fou de ne pas l'être d'emblée, en masse, triomphalement, bien plus pour nous que pour lui».



Sylvain Simard



Guy Bouthillier



André Boulerice

Un caractère strictement municipal...

Mme Ginette L'Heureux, conseiller municipal et ajointe du maire Jean Doré, a expliqué hier que la cérémonie d'aujourd'hui a été organisée conjointement par les administrations municipales de Paris et Montréal.

La liste des 500 invités a été faite de concert et les deux municipalités, a-t-elle ajouté, ont tenu à ce que l'événement ait un caractère strictement municipal. Mme L'Heureux a par ailleurs précisé que la Ville de Montréal signera bientôt un protocole de collaboration avec Paris.

Quant au choix de la date pour la cérémonie, elle devait nécessairement coïncider avec la visite à Montréal du maire de Paris, M. Jacques Chirac. M. Chirac préside, aujourd'hui et demain, la réunion de l'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones.

Mulroney et 500 invités à la fête champêtre au parc des Îles demain

GILLES GAUTHIER

■ Quelque 500 personnes et leurs familles, dont le premier ministre Brian Mulroney, ont été invitées par la Ville de Montréal à un fête champêtre pour l'inauguration, demain midi, du nouveau parc des Îles, dont l'aménagement a été complété récemment au coût de 24,6 millions de dollars. La tenue sport sera de rigueur.

Les dignitaires, dont le maire Jean Doré et quelques ministres fédéraux, se rendront à l'île Sainte-Hélène par bateau à partir du quai Jacques-Cartier dans le Vieux-Port. On refusait de dire hier si le premier ministre canadien, qui a accepté l'invitation de procéder à l'inauguration, s'y rendra également par la navette fluviale.

Tous les ouvriers qui ont travaillé à l'aménagement de ce parc dans la partie ouest de l'île Sainte-Hélène, ont été conviés à la fête alors qu'une centaine de noms figuraient sur la liste d'invitations fournie par la Corporation des célébrations du 350e anniversaire de Montréal. Les ministères fédéraux engagés dans ce projet ont également envoyé des listes.

Ce parc constitue le principal «cadeau» d'Ottawa à Montréal à l'occasion du 350e, Québec ayant offert le Biodôme. L'investissement du gouvernement fédéral s'élève à 22,5 millions et celui de la Ville à 2,1 millions. L'argent d'Ottawa a été remis à Montréal, qui a fait exécuter les travaux par une société paramunicipale, l'AMARC, gestionnaire de La Ronde.

Le fédéral versera par ailleurs 17,5 millions pour la remise en état de la structure métallique de la Biosphère et la construction dans cet ancien pavillon américain d'Expo 67 d'un musée sur l'eau et l'environnement. Il sera inauguré en 1994, avec un an de retard.

Le nouveau parc, le plus étendu de Montréal, comprend notamment un amphithéâtre naturel pouvant accueillir plus de 75000 personnes et un belvédère sur lequel a été déménagée la sculpture *L'homme* de Calder, vestige d'Expo 67. La famille de l'artiste a été invitée pour la cérémonie d'inauguration de demain, qui aura lieu sous un chapiteau en cas de pluie.

Les travaux ont aussi permis de remettre en valeur la place des Nations, autre souvenir de l'exposition universelle qui se tenait il y a 25 ans, et le lac des Cygnes.

Amendes de 100 $ pour avoir enfreint la Loi sur les élections

■ Des citoyens de Saint-Léonard et Laval ont écopé d'amendes de 100 $ chacun parce qu'ils avaient enfreint la Loi sur les élections et les référendums.

Gisèle Côté s'est reconnue coupable d'avoir versé en 1990 au Parti du ralliement officiel des Lavallois une somme de 500 $, ce qui avait pour conséquence de lui faire dépasser le maximum des contributions annuelles autorisées par la Loi.

Un électeur ne peut en effet fournir plus de 750 $ au cours d'une année. Cette somme peut être répartie entre plusieurs partis ou plusieurs candidats indépendants. Le Parti du ralliement n'a pas été poursuivi par le directeur général des élections parce qu'il a remboursé immédiatement la contribution.

Tommaso Nanci et Emilio Monaco, respectivement chef et représentant officiel du Parti action municipale de Saint-Léonard, ont été mis à l'amende parce qu'ils n'avaient pas soumis en 1990 un rapport financier dans les 60 jours suivant le retrait de l'accréditation de cette formation.

Le directeur général des élections avait retiré l'accréditation du Parti action municipale parce que ce dernier n'avait pas présenté un nombre suffisant de candidats lors de l'élection de 1990. Cette formation n'existe plus.

Le conseiller municipal Yvon Lemaire rentre chez lui

■ Après deux jours de détention, le conseiller municipal de LaSalle, Yvon Lemaire, 45 ans, a finalement recouvré sa liberté hier au Palais de justice de Montréal.

Accusé de voies de fait à l'endroit du professeur de tennis de ses enfants, M. Lemaire connaîtra la date de son enquête préliminaire le 24 août.

Aux prises avec des problèmes familiaux, le conseiller municipal se serait rendu, lundi après-midi, au cours de tennis de ses enfants.

Après une altercation avec le professeur de tennis, M. Lemaire s'est présenté, le soir même, à l'assemblée du conseil, où, vers 22h25, il a été arrêté par des policiers de la CUM. La Couronne s'est opposée, mardi, à la mise en liberté du conseiller, prétextant qu'il y avait danger de récidive.

Le conseiller municipal, frère de l'ex-hockeyeur du Canadien Jacques Lemaire, a obtenu hier son congé de Parthenais, moyennant certaines conditions à respecter d'ici à la tenue de son enquête préliminaire.

Le maire Michel Leduc, qui compte le conseiller Lemaire parmi les membres de son équipe, trouve «dégueulasse» que l'opposition se serve de cet incident pour se faire du capital politique.

«M. Lemaire mérite le respect des gens du milieu, a confié le maire Leduc, il traverse une période difficile».

RÉSULTATS loto-québec

Banco — Tirage du 92-07-15

1	13	16	24	32
36	39	41	45	49
51	52	55	58	61
64	65	66	67	68

Prochain tirage: 92-07-16

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.



"Cabane à sucre" par DUBOIS, REG. ~~350 $~~ pour 185 $

LIQUIDATION-CHOC DE PEINTURES À L'HUILE

- LA PLUS ÉNORME SÉLECTION À MONTRÉAL
- RÉDUCTIONS DU TONNERRE

Voici quelques exemples:

115 $ (Ord. 350 $) | 160 $ (Ord. 525 $) | 285 $ (Ord. 950 $) | 345 $ (Ord. 1150 $) | 555 $ (Ord. 1850 $)

INCROYABLE MAIS VRAI !!!

GALERIE ROYALE

OUVERT TOUS LES JOURS (le dimanche, 13 h - 17 h)

1820, rue Sherbrooke Ouest (coin rue Bishop) Tél.: 845-4383

ATTENTION: *Toute offre raisonnable sera acceptée.*

1804406-702

SUBARU



LEGACY Sedan MODÈLE "L-HX"



LOYALE Familiale

Juillet 1992 SPÉCIAUX

LEGACY MODÈLE "L-HX"

- Moteur 2,2L, 16 soupapes
- Freins à disque aux 4 roues
- Régulateur de vitesse
- Radio AM-FM Stereo 80W

Spécial Rég.: $18 369. $15,995*

LOYALE FAMILIALE

- Moteur 1,8 L 4 cyl.
- Direction assistée
- Volant inclinable
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Frein à disque, ventilé à l'avant
- Radio AM-FM, Stereo électronique
- Console centrale
- Antirecul "Hill-Holder"

Spécial Rég.: $12 409. $10,999*

DU MOIS

*DISPONIBLE POUR UN TEMPS LIMITÉ SEULEMENT JUSQU'AU 31 JUILLET 1992
*Transport, préparation et taxes en sus

Votre incomparable concessionnaire

SUBARU

Qualité japonaise à un prix abordable

SUBARU MONTRÉAL, 4900, rue Paré, Montréal, P.Q., (514) 737-4441
POINTE-AUX-TREMBLES SUBARU, 11750, rue Sherbrooke Est, Montréal (514) 640-7000
SUBARU DE LASALLE, 1771, Dollard, Ville LaSalle, P.Q., (514) 368-6363
LES AUTOS BOULEVARD ST-MARTIN, 1430, boul. St-Martin, Laval, P.Q., (514) 667-4950
LABELLE SUBARU, 750, boul. Curé-Labelle, Ste-Rose, Laval, P.Q., (514) 963-6666
SUBARU ST-JÉRÔME, 2355, boul. Labelle, St-Jérôme, P.Q., (514) 438-7484
SUBARU LONGUEUIL, 465, boul. Curé-Poirier O., Longueuil, P.Q., (514) 677-6361
LEHOUX & SIMARD, 450, Jacques-Cartier Sud, St-Jean, P.Q., (514) 347-6555
SUBARU VALLEYFIELD, 2715, boul. Hébert, Valleyfield, P.Q., (514) 371-8322
MAURICE SUBARU, 2595, St-Olivier, Trois-Rivières, P.Q., (819) 373-7355
AUTO LAMBERT SUBARU, 1530, boul. St-Charles, Drummondville, P.Q., (819) 477-4694
SUBARU AUTO CENTRE, 4832, rue Ste-Catherine O., Westmount, P.Q., (514) 937-4235
CRISTOFARO SUBARU, 1571, rue Bourbon Est, Montréal, P.Q., (514) 270-1150
LAVOIE GARAGE, 37, rue Ste-Anne, Ste-Anne-de-Bellevue, (514) 457-5327
SUBARU REPENTIGNY, 761, rue Notre-Dame, Repentigny, P.Q., (514) 585-9950
LACHUTE SUBARU, R.R. # 2, Brownsburg, P.Q., (514) 562-3121
SUBARU STE-AGATHE, 155, boul. Morin, Ste-Agathe-des-Monts, (819) 326-1600
SUBARU YAMASKA, 1855, du Souvenir, Varennes, P.Q., (514) 652-4979
SUBARU ST-HYACINTHE, 650A, boul. Laurier, St-Thomas-d'Aquin, P.Q., (514) 773-5262
PRESTIGE AUTOMOBILES DE GRANBY, 355, rue St-Father, Granby, P.Q., (514) 378-2212
BOULEVARD AUTO G.S., 10623, boul. des Hêtres, Shawinigan, P.Q., (819) 539-8906
SUBARU VICTORIAVILLE, 2110, Notre-Dame Ouest, Victoriaville, P.Q., (819) 752-8224

Les policiers de Laval entérinent l'entente conclue avec la Ville

Le nouveau contrat de travail comprend une hausse salariale qui portera à 53 763 $ le traitement d'un agent en janvier 1993

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ C'est dans une proportion de 82 p. cent que les policiers de Laval ont enteriné hier soir l'entente de principe intervenue mardi entre leurs dirigeants syndicaux et les autorités municipales pour leur nouvelle convention collective de travail d'une durée de quatre ans.

Cette entente met fin aux moyens de pression. Sur les 248 policiers présents à l'assemblée, 206 ont voté en faveur de l'accord, 44 contre, et un bulletin a été rejeté.

Pour les deux premières années, les quelque 420 policiers lavallois recevront une augmentation totale de 7,19 p. cent (9,4 p. cent soutient la Ville, si on ne considère pas l'étalement à cause de la situation économique).

Pour la troisième année, les policiers sont assurés d'une hausse de 3,5 p. cent. Mais si leurs collègues de la Communauté urbaine de Montréal obtiennent une plus forte hausse, ils recevront la différence. Dans le cas contraire, l'augmentation consentie par Laval ne changera pas. Pour la quatrièmeannée, ils recevront le même traitement qui sera accordé à la police de la CUM.

Au premier janvier 1993, un agent (après cinq ans de service, au maximum de l'échelle salariale) gagnera 53 763 $, un sergent 59 676 $, un lieutenant 65 763 $, et un capitaine 71 , 553 $.

Le président de la Fraternité des policiers de Laval, André Nadon, a déclaré que les gains les plus importants portaient sur le maintien des acquis pour ce qui touche le régime de retraite, et sur une hausse de la participation de la Ville dans le plan d'assurance collective. Il faut aussi ajouter une amélioration du congé de maternité accordé aux femmes et l'allocation donnée quand un policier se rend au palais de justice.

Plus grande présence

Du côté de l'administration municipale, on se réjouit que l'entente comporte une clause qui va entrainer une plus grande présence policière dans les rues du territoire: jusqu'à 23 h 30, il pourra y avoir dix autos-patrouilles par poste avec seulement un policier. Chaque quart de travail dans les postes aura son spécialiste en identité judiciaire et son maître chien.

De plus, Laval a obtenu de la Fraternité l'autorisation de mettre de l'avant un projet de police communautaire avec la collaboration de la population, tel que défini dans le projet de «la police de l'an 2000 au Québec».

D'autre part, les policiers pourraient bien dans un proche avenir voir le nombre de leurs congés en week-end passer de 21 à 31 par année. Une comité sera forme pour étudier cette question. On envisage que durant la fin de semaine, les policiers travaillent sur des quarts de 12 heures; normalement on retrouve trois quarts de huit heures de travail par jour.

Le maire Gilles Vaillancourt n'aura donc pas le syndicat des policiers «dans les jambes» lors de sa prochaine campagne électorale de 1993, car le nouveau contrat de travail expire en 1994. Dans le passé, la Fraternité a déja fait sentir son mécontentement en manifestant contre l'administration en place.

La SQ épingle trois dangereux récidivistes qui s'apprêtaient à braquer un camion de Sécur

MARCEL LAROCHE

■ Soupçonnés du braquage d'un camion blindé survenu il y a près d'un an, à Longueuil, trois récidivistes armés de puissants fusils-mitrailleurs étaient sur le point de s'attaquer à un autre transporteur d'argent lorsqu'ils ont été épinglés juste à temps par les policiers de la SQ.

Cet important coup de filet s'est déroulé avec tellement peu d'éclats, mardi après-midi, que ce n'est qu'hier matin que la Sûreté du Québec a rendu public l'arrestation des trois dangereux criminels.

Le trio composé des frères Jean et Paul Tremblay ainsi que de Jean-Paul Alarie, des individus aux antécédents judiciaires fort chargés, étaient en possession d'un véritable arsenal quand ils ont été surpris par les policiers qui les avaient à l'oeil depuis un bon moment.

L'opération menée conjointement par la SQ et le Service de police de Longueuil a du même coup fait avorter à la toute dernière minute un autre vol d'un blindé prévu pour hier matin, aux abords d'une institution bancaire de la rue Notre-Dame, dans l'est de Montréal.

Cette intervention policière couronnée de succès, aucun coup de feu n'ayant été tiré de part et d'autre, est le résultat d'une longue et minutieuse enquête amorcée il y a plusieurs mois, à la suite d'un spectaculaire vol à main armée perpétré au centre commercial Place Longueuil, sur la Rive-Sud.

Trois individus armés jusqu'aux dents et portant perruques et fausses moustaches avaient créé tout un émoi, vers 9 h le lundi matin 5 août 1991, en s'attaquant à des gardes de sécurité de Loomis chargés de la collecte d'argent à la succursale de la Banque Royale située dans cet important complexe commercial.

Dispersés à des endroits stratégiques, dont un stand de la chaine de restaurants Pik-Nik donnant une vue directe sur l'entrée de l'institution bancaire, les bandits avaient calmement attendu le moment propice pour passer à l'action.

Surpris par les voleurs, les deux employés de Loomis avaient alors été désarmés, puis dépouillés de cinq sacs d'argent contenant la somme globale de 150 627 $.

Après avoir tiré cinq coups de feu dans le hall principal du centre commercial, devant plusieurs témoins totalement dépassés par ce hold-up digne des meilleurs films policiers, les trois lascars avaient finalement réussi à prendre la fuite avec leur butin en s'engouffrant dans une fourgonnette Ford Aérostar bleue 1990.

Quelques heures après ce crime, pendant que les détectives de Longueuil étaient toujours à la recherche d'indices, le véhicule des bandits était retrouvé totalement vide, abandonné dans le vaste stationnement du centre commercial Place Versailles, à Anjou.

Moins d'une semaine plus tard, la firme Loomis annoncait publiquement qu'elle offrait une récompense de 50 000 $ en argent à toute personne pouvant fournir des informations susceptibles de permettre aux policiers d'identifier et d'appréhender les auteurs de cet important vol.

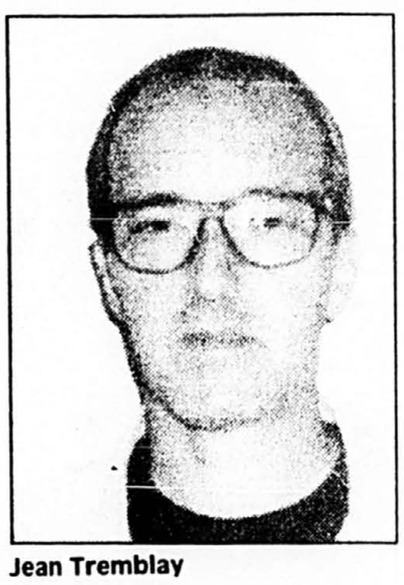
Après une acalmie de quelques mois, l'enquête a repris de plus belle, en janvier 1992, après que les policiers longueuillois eurent décidé de faire appel à leurs collègues de la Sûreté du Québec.

Plusieurs enquêteurs de l'Unité des crimes contre la personne de la SQ de Montréal se sont alors penchés sur ce dossier, vérifiant une à une toutes les informations déjà recueillies par les policiers de Longueuil.

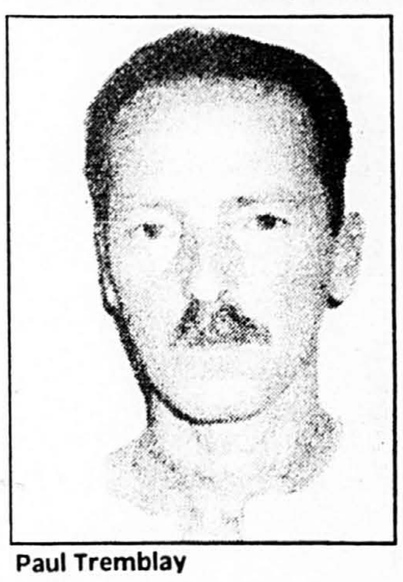
De fil en aiguille, plusieurs noms d'individus sont alors devenus des sujets d'intérêt pour les policiers. Et en tête de liste sont apparus les noms des frères Jean et Paul Tremblay, âgés respectivement de 46 et 43 ans, et de leur ami commun, Jean-Paul Alarie, 39 ans, tous bien connus des différents corps policiers de la région métropolitaine.

L'un de ces personnages, Jean-Paul Alarie, a d'ailleurs défrayé à maintes reprises la manchette judiciaire au cours de la dernière décennie.

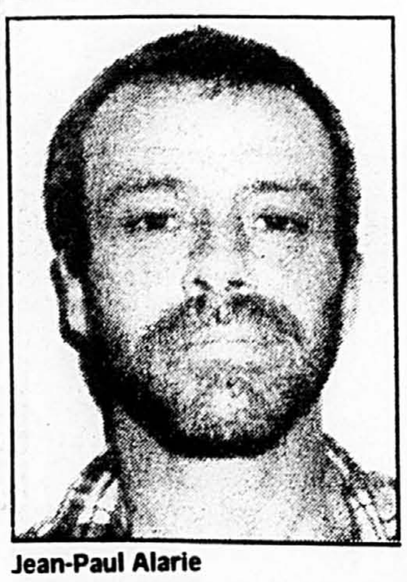
Parmi ses faits d'armes figure une tentative d'évasion ratée survenue en mars 1985 au vieux pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul en compagnie de son compagnon de cellule, Michel Tremblay, condamné à l'emprisonnement à vie pour le meurtre du directeur du pénitencier de Sainte-Anne-des-Plaines, Michel Roy, abattu de sept balles, le soir du 7 février 1978, à la porte de sa résidence de la rue Normandie, à Pointe-aux-Trembles.



Jean Tremblay



Paul Tremblay



Jean-Paul Alarie

En liberté illégale, Alarie avait à nouveau fait parler de lui, en août 1990, au moment où les policiers l'avaient appréhendé en compagnie de son ami Yvon Saint-Louis, un individu recherché pour une série de vols qualifiés et pour meurtre!

L'arrestation d'Alarie et Saint-Louis, tous deux en liberté illégale, avait d'ailleurs permis aux policiers de saisir tout un arsenal d'armes automatiques et de matériel de cambrioleurs.

Les enquêteurs de la SQ suivaient de près les activités criminelles des frères Tremblay et de leur copain Alarie quand ils ont appris ces derniers jours que le trio planifiait de s'attaquer à un camion blindé du transporteur d'argent Sécur.

Selon les informations recueillies par les policiers, Jean Tremblay, celui qu'ils considèrent comme le cerveau du groupe, avait même mis la touche finale à son projet prévu pour hier matin, au moment où les gardes de Sécur devaient faire une livraison d'argent à une caisse populaire de la rue Notre-Dame, dans l'est de Montréal.

Devançant de quelques heures les voleurs, les policiers de la SQ ont procédé à leur arrestation, vers 17 h 40 mardi.

Profitant d'une libération conditionnelle devant se terminer en l'an 2009, Jean Tremblay a été appréhendé à son domicile de la rue Dollard, à Longueuil, tandis que son frère cadet Paul, lui aussi en liberté conditionnelle prenant fin en l'an 2000, a été arrêté dans son appartement de la rue Provencher, à Saint-Léonard.



Une partie de l'arsenal saisi sur la Rive-Sud par les policiers de la SQ.

Réaménagement de la Bibliothèque nationale: deux scénarios à l'étude

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Le réaménagement de la Bibliothèque nationale franchira une étape déterminante dès le mois prochain. Le comité ministériel de Montréal sera saisi du projet de la BNQ pour la construction d'un nouvel édifice ou pour l'agrandissement de celui qu'elle occupe déjà sur la rue Saint- Denis.

Selon des sources gouvernementales, ces deux hypothèses sont toujours également considérées. Toutefois il apparait clairement que la ministre responsable du dossier favorise l'option d'une nouvelle construction — rue Jeanne Mance — sur un terrain vague derrière le Musée d'art contemporain.

Les deux scénarios supposent un investissement public oscillant entre 30 et 35 millions, mais à Québec on prévoit déjà qu'en cinq ou dix ans, les économies de fonctionnement par rapport au système actuel auront rentabilisé l'investissement. Même à partir d'un édifice déjà construit, la solution d'agrandir la bibliothèque de la rue Saint-Denis comporterait des coûts importants de réfection, explique-t-on.

Actuellement la bibliothèque est dispersée dans plusieurs édifices, sur la rue Saint-Denis et sur la rue Sherbrooke, une situation qui alourdit l'administration. De plus l'organisme est aux prises avec de sérieux problèmes d'espace. Mais cette question du réaménagement de la BNQ est dans le paysage public depuis près de 20 ans, fait-on remarquer.

Dans chacun des deux scénarios proposés, la BNQ disposerait toutefois d'un édifice dans l'Est de Montréal pour conserver les archives, mais le point de service pour le public serait unique, et situé au centre-ville.

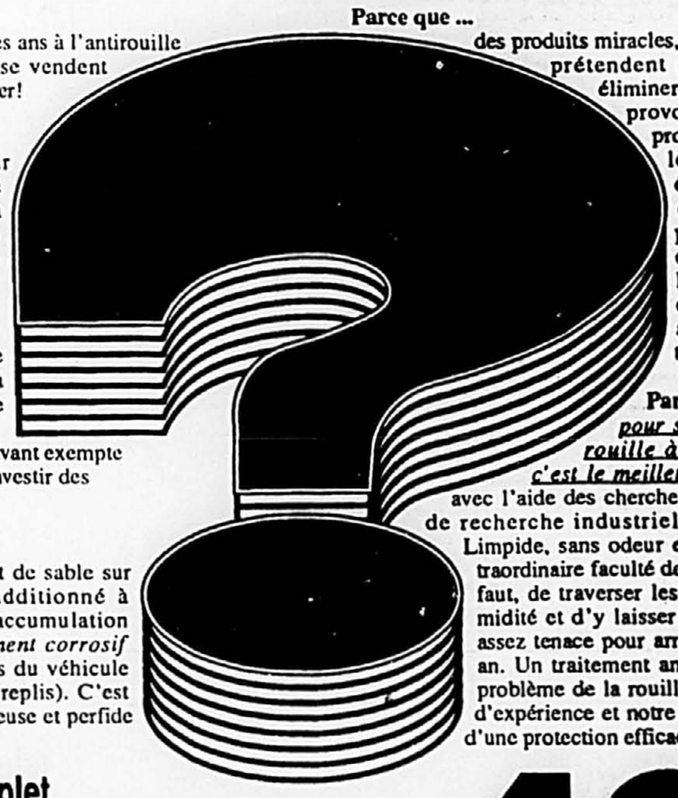
POURQUOI
ANTIROUILLE
à l'huile
Métropolitain

Parce que ...
les véhicules traités tous les ans à l'antirouille à l'huile Métropolitain, se vendent mieux, plus vite et plus cher!

Parce que ...
vous pouvez compter sur l'efficacité de l'huile Métropolitain. Lorsque la vignette est là, l'Antirouille à l'huile Métropolitain travaille pour vous.

Parce que ...
en soignant votre véhicule à l'huile Métropolitain à tous les ans, il vous le rendra au centuple! Sa carrosserie sera dorénavant exempte de rouille sans avoir à y investir des sommes astronomiques.

Parce que ...
l'épandage de calcium et de sable sur nos routes en hiver additionné à l'humidité provoque l'accumulation d'un *mélange extrêmement corrosif* aux endroits stratégiques du véhicule (joints de tôle, coins et replis). C'est ainsi que la rouille insidieuse et perfide attaque de l'intérieur.



Parce que ...
des produits miracles, il n'y en a pas! Ceux qui prétendent que leur produit peut éliminer la rouille à long terme, provoquent dans les faits un problème plus grave. Avec le temps et les grands écarts de température du climat québécois, leur produit sèche et se fendille, ce qui permet à l'humidité de s'y infiltrer et de s'y emprisonner, accélérant ainsi la formation de la rouille.

Parce que ...
pour stopper la rouille, l'antirouille à l'huile Métropolitain, c'est le meilleur! Il a été mis au point avec l'aide des chercheurs spécialisés du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ). Limpide, sans odeur et fluide, il possède l'extraordinaire faculté de s'infiltrer partout où il le faut, de traverser les saletés, de chasser l'humidité et d'y laisser une pellicule protectrice assez tenace pour arrêter la rouille pendant un an. Un traitement annuel de 45 minutes et le problème de la rouille est éliminé. Nos 16 ans d'expérience et notre savoir-faire vous assurent d'une protection efficace et reconnue.

Traitement complet
SPÉCIAL 49.95$ + taxes
Soit 10$ de rabais sur le prix régulier de 59.95$
Valide jusqu'au 8 août 1992

Anjou, 6951, boul. Les-Galeries-d'Anjou.....356-1519
Longueuil, 340, boul. Roland-Therrien.....651-5531
Laval, 600, boul. Saint-Martin Est.....668-9883

Cette vignette est appliquée à l'huile Métropolitain 92

ROBERTS
ÉT. 1948
MAINTENANT
UN RABAIS MINIMUM DE 70% SUR TOUTES CHAUSSURES POUR DAMES
UN RABAIS MINIMUM DE 50% SUR TOUTES CHAUSSURES POUR HOMMES

- UN RABAIS MINIMUM DE 50% SUR TOUS ACCESSOIRES ET SACS À MAIN.
- EN VEDETTE: MARCHANDISE BALLY
- LE TAUX D'ESCOMPTE EST DU PRIX INITIAL

EN VENTE MAINTENANT

Fairview, Pointe-Claire (514) 695-2940
Place Bonaventure (514) 866-5410
Centre Westmount Square (514) 931-4622
Centre Carrefour Laval (514) 681-8227
1125, rue Sainte-Catherine (514) 288-5040
Les Promenades St-Bruno (514) 653-1651

CHAUSSURES ET ACCESSOIRES ROBERTS INC.
AVEC 22 MAGASINS AU CANADA
● TORONTO ● MONTRÉAL ● OTTAWA
● CALGARY ● EDMONTON ● WINNIPEG

Hismanal et Seldane au banc des accusés de Santé et Bien-Être Canada

Presse Canadienne

TORONTO

■ Deux des plus populaires antihistaminiques en vente libre au Canada peuvent causer des troubles cardiaques chez certaines personnes.

Santé et Bien-Être Canada a émis hier un avertissement au sujet des produits Seldane et Hismanal, des antihistaminiques sans somnolence populaires auprès des personnes souffrant d'allergies saisonnières. Ces produits sont susceptibles de provoquer une irrégularité cardiaque qui peut être fatale s'ils sont consommés avec certains autres médicaments par des personnes souffrant de problèmes de santé particuliers.

Seldane contient un médicament qui peut provoquer des réactions indésirables s'il est absorbé avec l'antibiotique d'ordonnance érythromycine, couramment prescrit, ou l'antifongique d'ordonnance kétoconazole vendu sous la marque Nizoral.

Le médicament en question, la terfénadine, peut également entraîner des réactions négatives chez les personnes souffrant d'une maladie du foie.

Hismanal, qui contient de l'astémizole, peut aussi provoquer de l'irrégularité cardiaque chez les personnes souffrant de troubles du coeur.

Ces effets négatifs demeurent rares, mais les personnes souffrant de troubles cardiaques devraient consulter leur médecin avant de prendre ce produit. Les consommateurs devraient également prendre le temps de vérifier les ingrédients entrant dans la composition des antihistaminiques génériques («sans nom») vendus dans plusieurs chaînes de pharmacies.

Santé et Bien-Être Canada recommande aussi que ces antihistaminiques sans somnolence soient retirés des tablettes directement accessibles à la clientèle, et gardés derrière le comptoir, afin d'assurer que les consommateurs soient informés de leurs effets secondaires.

Le président de Merrell Dow Pharmaceuticals (Canada), fabricant de Seldane, M. Kirk Schueler, a fait savoir en conférence de presse hier qu'on avait recensé 83 cas de problèmes cardiaques associés au produit à travers le monde, y compris «au moins une demi-douzaine de décès». Treize de ces incidents se sont produits au Canada, mais aucun n'a été fatal. De tels cas sont extrêmement rares et peuvent être évités si les gens utilisent correctement le médicament, a-t-il ajouté.

Il a poursuivi en affirmant que la majorité des personnes souffrant d'allergies peuvent prendre le médicament en toute confiance.

Alain Raoult, vice-président pour Janssen Pharmaceutica, a indiqué qu'on avait rapporté 50 cas de problèmes reliés à Hismanal, y compris trois incidents non mortels au Canada, «toujours dus à des surdoses». Il a lui aussi tenu à dire que le produit était très sûr.

Les deux médicaments porteront désormais des autocollants prévenant les consommateurs des dangers de ces médicaments pour certaines personnes.

Merrell Dow a annoncé hier une vaste campagne d'information auprès des professionnels de la santé et des consommateurs canadiens sur l'usage adéquat de Seldane, et les cas où la consommation de Seldane est à éviter.

Le produit Claritin, considéré comme le numéro trois sur le marché, n'est pas touché par les avis émis par le ministère de la Santé, puisqu'il ne contient pas les mêmes ingrédients que Seldane et Hismanal.

JOUEZ GAGNANT!

UNE PERSONNE SUR TROIS RISQUE D'ETRE ATTEINTE D'UN CANCER AU COURS DE SA VIE!



AIDEZ-NOUS À VAINCRE LE CANCER

SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER | CANADIAN CANCER SOCIETY

DIVISION DU QUÉBEC

DONNEZ GÉNÉREUSEMENT

BOSTON

Spécial De Minuit Vers Boston

Pour aussi peu que $36.50 US billet aller simple!

Le départ vers Boston du vendredi soir à minuit vous assure une journée entière de magasinage, de loisirs et d'événements culturels. Le retour s'effectue le dimanche. Quelle bonne façon de jouir d'un week-end sans faire sauter le complet de banque. Résultat...plus de temps à votre disposition et plus d'argent de poche à Boston!

*Les réservations doivent être faites 3 semaines à l'avance. Billet régullar 69 $.

VERMONT TRANSIT LINES

Voyageur Terminal 505 Est. Boul. de Maisonneuve, Montreal

150 caribous se noient dans la rivière Povungnituk

Presse Canadienne

POVUNGNITUK

■ Plus de 150 caribous se sont vraisemblablement noyés dans la rivière Povungnituk, dans le nord du Québec, ont indiqué des chasseurs inuit du village du même nom situé sur la rive nord-est de la baie d'Hudson.

Les chasseurs ont trouvé lundi de 150 à 180 caribous, la plupart jeunes, dans la rivière Povungnituk, un effluent du lac Pasialuk en pleine période de crue estivale. Selon M. Peter Palmer, un spécialiste des caribous à l'emploi de la société inuite Makivaik, la noyade en série de caribous à cette période de l'année ne constitue pas un phénomène exceptionnel.

Après un hiver rigoureux, a-t-il expliqué, les animaux affaiblis succombent facilement aux forts courants en traversant la rivière. «C'est classique, j'en ai déjà vus 200 ou 300 mourir certaines années», a expliqué M. Palmer.

Une porte-parole du conseil de bande a d'ailleurs expliqué que le village tire son nom inuktituk de ce phénomène: Povungnituk se traduit en français par «odeur de caribou gonflé (d'eau).

LA PLUS GRANDE SÉLECTION AU PLUS BAS PRIX!

C'EST NOTRE SUPER-VENTE 43e ANNIVERSAIRE



PERSONNE D'AUTRE QUE Au Bon Marché A LA PLUS GRANDE SÉLECTION AU QUÉBEC ET VOUS OFFRE UN CHOIX DE 20,000 STYLES ET COULEURS DE STORES, FAITS SUR MESURE PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ!

STORES VERTICAUX — DES MILLIERS DE COULEURS!

TRIPLE DE LUXE GARANTIE À VIE

VERTIBAUX PVC DOUBLES — EN STOCK, 75" x 84" — Blanc, champagne, ivoire, gris, tan, sable — NOUS FABRIQUONS TOUTES LES GRANDEURS PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ! — SPÉCIAL 37.99

VERTIBAUX ALUMINIUM — EN STOCK, 75" x 84" — Choix de 8 couleurs! — SPÉCIAL 39.99

VERTIBAUX «BELLINI» — EN STOCK, 75" x 84" — Choix de 5 couleurs! — SPÉCIAL 49.99

VERTIBAUX «GROOVED» — EN STOCK, 75" x 84" — Blanc ou champagne — SPÉCIAL 59.99

VERTIBAUX EN TISSU — EN STOCK, 75" x 84" — Choix de 6 couleurs! — SPÉCIAL 69.99

VERTIBAUX MINI PVC 2" — EN STOCK, 75" x 84" — Brun, vanille, écru, gris, bleu, rose — SPÉCIAL 49.99

VERTIBAUX MINI ALUMINIUM — EN STOCK, 75" x 84" — Choix de 8 couleurs! — SPÉCIAL 59.99

VERTIBAUX MIROIR DE LUXE — EN STOCK, 75" x 84" — SPÉCIAL 119.99

VERTIBAUX EN DENTELLE — EN STOCK, 75" x 84" — Choix de 6 motifs! — SPÉCIAL 149.99

STORES VERTICAUX PVC 3½, GAUFRÉ

TRÈS ÉPAIS (30 MILLIÈMES) 1re QUALITÉ, RAIL GARANTI À VIE, 8 COULEURS

L x H	L x H	L x H
48 x 48 = 26$	60 x 72 = 35$	75 x 84 = 47$
48 x 60 = 27$	60 x 84 = 39$	84 x 48 = 43$
48 x 72 = 28$	75 x 48 = 40$	84 x 60 = 47$
60 x 48 = 31$	75 x 60 = 42$	84 x 72 = 51$
60 x 60 = 33$	75 x 72 = 46$	84 x 84 = 55$

N'importe quelle autre grandeur fabriquée pendant que vous attendez!

STORES HORIZONTAUX — CHOIX DE 500 COULEURS!

MINI-STORES HORIZONTAUX PVC 1" — 11 COULEURS À CES BAS PRIX! — Vinyle 1re qualité — Couleurs: blanc, ivoire, gris, rose, bourgogne, pêche, rouge, jaune, bleu, chameau, marin.

Largeur	Hauteur 45"	Hauteur 54"	Hauteur 78"
18" x	2.25	6.75	9.99
20" x	2.75	7.75	12.49
24" x	2.75	5.25	14.99
27" x	4.25	6.75	17.49
30" x	4.75	7.25	19.99
36" x	5.75	8.25	21.49
40" x	7.75	10.75	22.49
48" x	8.75	11.25	23.99
54" x	8.75	14.49	24.99
60" x	9.75	13.75	29.99
72" x	15.25	20.25	34.99
Porte patio 78" x 84"			38.99

Disponible dans 300 autres grandeurs en stock au plus bas prix!

MINI-STORES HORIZONTAUX ALUMINIUM 1" — Première qualité, 6 couleurs décoratives

Largeur	Hauteur 45"	Hauteur 54"	Hauteur 78"
20" x	7.99	11.99	16.99
24" x	11.99	17.49	20.99
27" x	13.99	17.99	26.99
30" x	16.99	21.99	28.99
36" x	21.99	28.99	31.99
38" x	23.99	31.99	36.99
40" x	25.99	35.99	41.99
42" x	27.99	37.99	43.99
44" x	29.99	39.99	45.99
48" x	35.99	43.99	48.99
60" x	41.99	46.99	53.99
72" x	48.99	61.99	73.99

SUPER VENTE DE STORES VERTICAUX

	20.00
	21.00
	22.00
	29.00
	25.00
	27.00
	29.00
	40.00
	34.00
	36.00
	40.00
	41.00
	37.00
	41.00
	45.00
	49.00

STORES PLISSÉS — 175 COULEURS!

LIQUIDATION DE STORES PLISSÉS EN TISSU — 60% DE RABAIS jusqu'à épuisement de stock

100% polyester, 7 couleurs: blanc, ivoire, chameau, rouge, bleu ou noir. Style «Classique».

Grandeur	Rég.	Moins 60%	Grandeur	Rég.	Moins 60%
18 x 45	13.99	5.59	18 x 64	18.99	7.59
20 x 45	15.99	6.39	20 x 64	20.99	8.39
22 x 45	17.99	6.99	23 x 64	21.99	8.79
24 x 45	18.99	7.59	24 x 64	23.99	9.59
26 x 45	19.99	7.99	26 x 64	26.99	10.79
27 x 45	20.99	8.39	27 x 64	27.99	10.99
30 x 45	21.99	8.79	30 x 64	28.99	11.59
31 x 45	22.99	8.99	31 x 64	30.99	12.39
35 x 45	26.99	10.79	35 x 64	31.99	12.79
36 x 45	24.99	9.99	36 x 64	32.99	12.99
38 x 45	25.99	10.39	38 x 64	37.99	14.99
40 x 45	28.99	11.59	40 x 64	40.99	16.39
44 x 45	30.99	12.39	44 x 64	42.99	16.99
48 x 45	32.99	12.99	48 x 64	43.99	17.59
54 x 45	37.99	14.99	54 x 64	48.99	19.59
60 x 45	49.99	19.59	60 x 64	54.99	21.99
64 x 45	54.99	21.99	64 x 64	65.99	26.39
72 x 45	68.99	27.59	72 x 64	76.99	30.79

65% DE RABAIS jusqu'à épuisement de stock

STORES PLISSÉS «BRIGHTON» EN STOCK, 6 COULEURS — STORES PLISSÉS «MIRAGE» EN STOCK, 5 COULEURS — STORES PLISSÉS EN DENTELLE «DUCHESSE» EN STOCK, blanc ou ivoire

ACHAT SPÉCIAL DE STORES HORIZONTAUX EN BOIS VÉRITABLE!

STORES VÉNITIENS EN BOIS — Naturel, colonial, noyer, pacane.

Grandeur	Rég.	½ prix	Grandeur	Rég.	½ prix
18x45	70.99	35.49	18x64	94.99	47.49
20x45	75.99	37.99	20x64	99.99	49.99
22x45	80.99	40.49	22x64	105.99	52.99
23x45	84.99	42.49	23x64	112.99	56.49
24x45	85.99	42.99	24x64	113.99	56.99
26x45	86.99	43.49	26x64	114.99	57.99
27x45	88.99	44.49	27x64	126.99	58.49
28x45	96.99	48.49	28x64	127.99	63.99
30x45	101.99	50.99	30x64	134.99	67.99
31x45	106.99	52.99	31x64	140.99	70.49
33x45	110.99	55.49	33x64	146.99	72.99
35x45	114.99	57.49	35x64	151.99	75.99
36x45	119.99	59.99	36x64	157.99	78.99
38x45	121.99	60.99	38x64	163.99	81.99
40x45	132.99	66.49	40x64	174.99	87.49
44x45	140.99	70.49	44x64	186.99	93.49
48x45	157.99	78.99	48x64	209.99	104.99
54x45	164.99	82.49	54x64	232.99	116.49
60x45	182.99	98.49	60x64	255.99	129.99
64x45	201.99	100.99	64x64	267.99	133.99
72x45	208.99	104.99	72x64	278.99	139.49

STORES DE TOILE — CHOIX INCROYABLE DE STORES DE TOILE DÉCORATIFS ET STORES OPAQUES DE COULEUR... UNE SÉLECTION DE 100 TISSUS ET COULEURS!

STORES DE TOILE OPAQUES BLANCS, 1re QUALITÉ

Grandeur	Unis	Frange	Grandeur	Unis	Frange			
28¼ x 58	8.49	12.49	49¼ x 82	20.49	28.49	73¼ x 58	UNIS	30.49
37¼ x 70	9.49	14.49	55¼ x 70	26.49	31.49	73¼ x 70	UNIS	31.49
37¼ x 82	14.49	20.49	55¼ x 82	27.49	33.49	78¼ x 70	UNIS	48.49
43¼ x 70	15.49	20.49	64¼ x 58	29.49	35.49	85¼ x 70	UNIS	58.49
43¼ x 82	17.49	22.49	64¼ x 70	30.49	35.49	97¼ x 70	UNIS	68.49
49¼ x 70	18.49	23.49				109¼ x 70	UNIS	87.49

Pour porte patio 72¼" x 90" UNIS 49.49

Aussi disponibles: STORES DE TOILE FAITS SUR MESURE. Choix de 100 tissus et couleurs!

RAYON DE LITERIE, DRAPERIES ET ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN

ENSEMBLES DE DRAPS EN PERCALE — Marques canadiennes et américaines. Faits de percale à 180 fils/ p.c., ces draps sont aussi durables que luxueux! Disponibles aux motifs contemporains ou fleuris. Rég.: 39.99 - 124.99

Simple SPÉCIAL	Double SPÉCIAL	Reine SPÉCIAL	Roi SPÉCIAL
18.99 l'ens.	32.99 l'ens.	42.99 l'ens.	54.99 l'ens.

100% HOLLOFILL — Édredon Continental fait de fibre synthétique de Dupont 100% non allergène. Tissu percale de haute qualité. Couleurs: blanche, pêche, rose et menthe.

Simple SPÉCIAL	Double SPÉCIAL	Reine SPÉCIAL	Roi SPÉCIAL
41.99	56.99	71.99	91.99

DUVET PIQUÉ, QUALITÉ EXCELLENTE — 1re qualité duvet blanc d'oiseaux aquatiques, très épais. Style «boîte» avec tissu de coton 100% percale. 223 FILS P.C. Double maille avec le cordon contour. Couleur blanche.

Simple	Double	Reine	Roi
78.99	98.99	128.99	148.99

COUVRE-LITS PIQUÉS ET DOUILLETTES FORMAT GÉANT — Motifs dernier cri assortis!

Simple	Double	Reine
Rég. jusqu'à 59.99	Rég. jusqu'à 69.99	Rég. jusqu'à 79.99
18.99	23.99	28.99

OREILLERS DE QUALITÉ FORMAT GÉANT — Nouveau! Oreillers deluxe synthétiques. Lavable/séchable à la machine, non-allergène. Couleur: blanc.

Standard SPÉCIAL 2/9.49 — Reine SPÉCIAL 2/12.99

DRAPERIES À PLIS FRANÇAIS PRÊT-À-POSER — Incluant 2 panneaux pour un total de 150" x 95" (crochets inclus). VENTE BONNE FÊTE 37.99 l'ens.

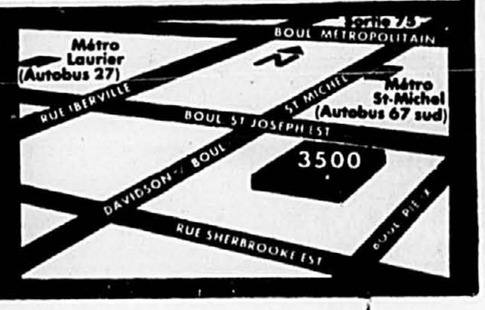
RIDEAUX DE DOUCHE EN VINYLE TRÈS ÉPAIS — Une qualité supérieure! SPÉCIAL 11.99

SERVIETTES ALEXANDRA — 100% coton pour une meilleure absortion. Douces, choix de couleurs.

	Rég.	SPÉCIAL
Bain	6.99	2.99
Main	4.99	1.79
Débarb.	2.99	.79

Au Bon Marché — 3500 boul. St-Joseph est — 259-3500 — VASTE STATIONNEMENT GRATUIT!

HEURES D'AFFAIRES: Lundi au mercredi: 9h15 à 18h; Jeudi et vendredi 9h15 à 21h; Samedi: 9h à 17h



LE MEILLEUR CENTRE DE DÉCORATION DU MONDE!

Une affaire de tabac chez les cols bleus de Laval

ÉRIC TROTTIER

■ Deux cols bleus de Laval sont dans de beaux draps, ce matin.

Le premier a été arrêté hier au moment où il allait cambrioler la résidence d'un de ses collègues. Le second devra par ailleurs expliquer ce que faisaient chez lui les 700 cartouches de cigarettes de contrebande qu'ont retrouvées les policiers.

Cette affaire pour le moins cocasse a pris naissance à 21 h 15, hier soir, lorsqu'un résidant de la rue Brossard, à Auteuil, a signalé à la police la présence d'un individu louche qui venait de s'introduire dans la cour d'un voisin.

Les policiers lavallois se sont alors rendus à l'adresse indiquée. Et quelle ne fut pas leur surprise lorsqu'ils ont pris le suspect la main... dans la cabane de jardin d'un de ses collègues! Il semble que l'individu s'apprêtait à vider la remise dans laquelle se trouvaient 14 caisses de cigarettes de contrebande, contenant chacune 50 cartouches. La valeur de la marchandise illicite est évaluée à 25 000 $.

Les policiers de Laval ont conduit le col bleu au poste 2 et il sera accusé de vol par effraction, aujourd'hui.

Quant à son collègue, des policiers de la GRC doivent le rencontrer aujourd'hui pour l'interroger au sujet des cigarettes de contrebande. On le soupçonne d'avoir fourni ses confrères de travail, à la Ville de Laval, depuis plusieurs mois.

Dauphins: les Sud-Coréens accusés

Reuter

PARIS

■ **Le directeur du Marineland d'Antibes s'est alarmé hier du massacre de centaines de dauphins tués en Méditerranée ces dernières semaines par les filets géants des chalutiers sud-coréens.**

Les pêcheurs sud-coréens, a expliqué Mike Riddell, directeur du centre océanographique, se trouvent depuis environ six semaines dans les eaux internationales entre l'Espagne, la France et l'Italie. Ils utilisent des filets de 10 km de long pour capturer thons et espadons, en dépit d'une recommandation de l'ONU visant à interdire ceux d'une longueur supérieure à 2,5 km, a-t-il assuré.

Des Cris suspendent leur participation au processus d'examen du projet Grande-Baleine

Presse Canadienne

■ Les Cris de Whapmagoostui, à la baie James, ont suspendu hier leur participation au processus d'examen du projet Grande-Baleine, tant que des «questions d'importance concernant le processus» ne seront réglées.

«L'abandon du projet original de la rivière Grande-Baleine et son remplacement, par Hydro-Québec, à mi-chemin au cours de l'exercice d'évaluation, par un projet différent, a obligé la collectivité à suspendre sa participation au processus», a indiqué dans un communiqué le chef du conseil de bande du village de Whapmagoostui, Matthew Mukash.

«Aux termes du nouveau projet, on aménagerait des barrages hydro-électriques suivant un horaire de construction prolongé. Hydro-Québec n'a pas encore révélé les détails de la conception de ces barrages et des ouvrages.

«Le processus d'évaluation environnementale n'a pas été mis en place afin que des permis soient délivrés aux promoteurs et que ces derniers les conservent et les utilisent ensuite quand bon leur semblera. Si cela avait été le cas, nous aurions insisté, dès 1975, pour que la question de la possibilité de projets futurs soit réglée une fois pour toutes. Nous aurions aussitôt rejeté ce projet», a indiqué le chef Mukash.

Pour régler ces problèmes, le chef demande une réunion des signataires du protocole d'entente, soit le Québec, le Canada, les Cris du Québec et les Inuit du Québec.

JAZZ
SUR LE BATEAU-MOUCHE
—LE BATEAU-MOUCHE—
Samedi, le 18 juillet
Trio Yannick Rieu
Frédéric Alarie, contrebasse
Yannick Rieu, saxophone
Eric St-Laurent, guitare
Embarquement à 23 h
au quai Jacques-Cartier
Prix 19,75 $
Réservations: 849-9952

CANON PROLONGE LE PRINTEMPS JUSQU'AU 31 JUILLET

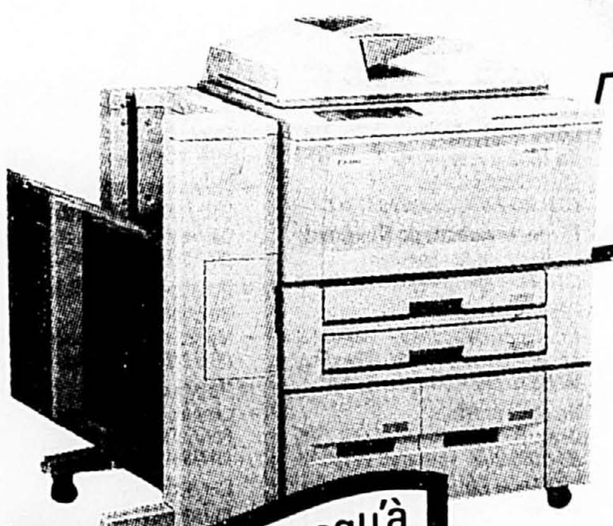


Fax-L760

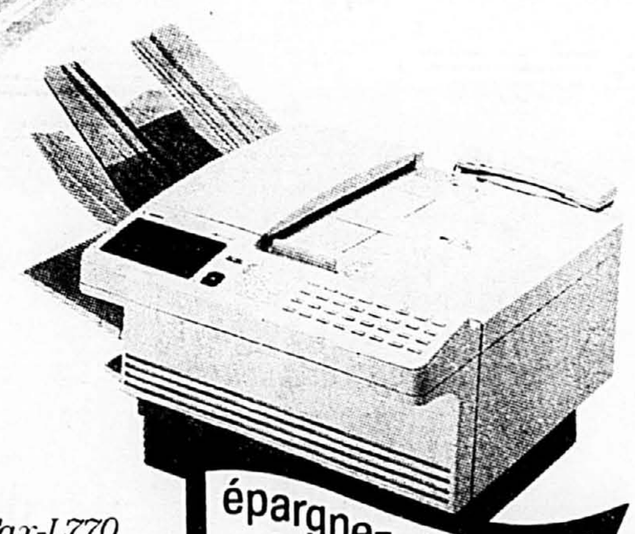


Série NP 4000

Canon
Échange du Printemps*
DU 13 AVRIL AU 31 JUILLET



Série NP 3000



Fax-L770

Apportez-nous votre copieur désuet ou votre télécopieur dépassé et jouez une toute nouvelle partie. Dans les ligues majeures. Le monde de Canon. La période d'échange a été prolongée jusqu'au 31 juillet. L'échange de votre copieur vétéran ou de votre télécopieur vieillissant vous vaudra une remise pouvant atteindre 1 000 $.

NÉGOCIONS, VOULEZ-VOUS?

Il y a moyen de s'arranger, même si vous n'avez rien à échanger! Venez négocier avec nous. Consultez les Pages Jaunes pour obtenir l'adresse du dépositaire Canon agréé le plus près de chez vous et concluez un marché intéressant.

Canon
PRODUITS DE BUREAUTIQUE
La perfection par l'image.

* Clients commerciaux seulement.

Quand la paix, la pauvreté deviennent violence...

KARIM BENESSAIEH

■ On connaissait la violence physique et verbale, il faut maintenant rajouter la politique, le sport, les files d'attente et la pauvreté comme symptômes du mal. Les 1500 spécialistes de la violence, réunis au Palais des congrès depuis dimanche dernier, ne s'attendaient pas eux-mêmes à la voir revêtir autant de formes.

Rien ne semble aisé quand on s'attarde ainsi sur un des plus vieux comportements humains. Comment le définir? «C'est une déviation, une transgression qu'il ne faut pas confondre avec l'agressivité», a répondu hier le professeur Venant Cauchy, président du comité organisateur. Il a ajouté que la paix, si elle signifie le maintien de l'injustice et de l'inégalité, est aussi une forme de violence.

De façon colorée ou académique, plusieurs congressistes se sont emparés de cette définition pour l'appliquer à leur spécialité. L'attente dans les hôpitaux, la performance à tout prix, la bureaucratie et la pauvreté ont ainsi été considérés comme des manifestations de violence.

«Les pays pauvres font face à de la violence économique, affirme l'historien Joseph Ki-Zerbo, du Burkina-Faso. L'indifférence à l'égard des civilisations africaines et la mauvaise répartition des richesses entretiennent cette violence».

M. Ki-Zerbo, en proposant de «débestialiser l'Homme» a utilisé tout un répertoire de proverbes savoureux pour décrire l'attitude des Africains à cet égard. «Chez les Mandés, on dit souvent que «s'il y avait quelque chose de bon dans la violence, les chiens l'auraient trouvé». Mais on dit aussi qu'il n'y a de vrai que la force.»

L'anthropologue Santiago Genoves, qui a manié l'humour pour l'occasion, a tenu à expliquer sa certitude que la violence n'était pas innée. «On n'accuse pas la loi de la gravité quand deux personnes tombent amoureuses. De même, on ne fait pas appel à la biologie quand on tombe dans la violence».

Il ajoute que le comportement fondamental de l'humanité, la sexualité, est avant tout une coopération et non un affrontement. «Essayez, dans une soirée, d'embrasser une jolie fille. Si elle ne coopère pas, vous ne récolterez qu'une claque au visage».

Si les façons d'aborder le problème ont été variées, plusieurs constatations ont régulièrement surgi au cours de ces premiers jours de congrès. «La violence n'est pas inéluctable, ni innée, a résumé Francine Fournier, sous-directrice générale de l'UNESCO. C'est déjà un consensus révolutionnaire, qui permet d'entrevoir une action concrète.»

Les organisateurs du congrès, en traçant un premier bilan hier, n'ont pas voulu se montrer trop optimistes. Ils ont réussi à faire parler des dizaines de personnes sur le problème de la violence, «et ça, c'est déjà énorme», affirme un organisateur, Roger Dufour.

Quant aux solutions, elles sont plutôt générales et s'apparentent pour l'instant à des voeux pieux. «Il y aura toujours des conflits, mais il y a des façons non violentes de les régler, affirme Mme Fournier. C'est notre espoir pour l'avenir».

Les pompiers ne veulent pas troquer l'arbitrage contre le droit de grève

■ Le Syndicat des pompiers du Québec a rejeté hier la proposition des municipalités qui veulent abolir l'arbitrage obligatoire dans les relations de travail pour redonner le droit de grève à leurs policiers et pompiers.

Pour le président du regroupement d'une soixantaine de syndicats de pompiers, M. Gilles Raymond, le nouveau droit de grève ne pourrait pas s'appliquer dans la réalité en raison du nécessaire maintien des services essentiels.

Les 15 000 pompiers du Québec préfèrent conserver la formule de l'arbitrage, a dit M. Raymond à l'issue du congrès de l'organisation syndicale.

Le Syndicat des pompiers invite d'autre part l'Union des municipalités du Québec à préparer un projet de régionalisation des services d'incendie. La régionalisation des sercices est rendue nécessaire, selon le syndicat, par les contraintes budgétaires et par la disparité des services dans une même région.

Prenez l'air des îles avec
Michel Rivard  Gilles
Vigneault  Maurane 
Richard Séguin  Vilain
Pingouin  Renaud 
Maxime Le Forestier 
Laurence Jalbert  Julien
Clerc  Michel Pagliaro 
et Diane Dufresne  .

ENTRÉE GRATUITE
LE 18 JUILLET, DES 13 h, AU PARC DES ÎLES

La Corporation des célébrations du 350e anniversaire de Montréal présente
MONTRÉAL, VILLE FRANCOPHONE
JOURNÉE MOLSON DRY

350 ANS
MONTRÉAL fête

DE 14 h 30 À 16 h 30
CHANSON ACOUSTIQUE
Gilles Vigneault
La Bande Magnétik
Hart Rouge
Laurence Jalbert
Julien Clerc (France)
Richard Séguin
Renaud (France)
Michel Rivard

DE 16 h 30 À 19 h
FRANCOPHONES DU MONDE
Richard Séguin
Michel Rivard
Vilain Pingouin
Zap Mama (Belgique)
Papa Wemba (Zaïre)
Francisco (Martinique)

DE 19 h À 23 h
FRANCOFÊTE DU 350e
Gilles Vigneault
Laurence Jalbert
Julien Clerc
Richard Séguin
Renaud
Michel Rivard
Diane Dufresne
Maurane (Belgique)
Michel Pagliaro
Maxime Le Forestier (France)

Une présentation de MOLSON DRY

OÙ : Parc des Îles, pointe sud-ouest de l'île Ste-Hélène.
QUAND : Le samedi 18 juillet, de 13 h à 23 h. (En cas de pluie, remis au lendemain)
COMMENT : Station de métro île Ste-Hélène.
Pour plus de renseignements, composez le (514) 872-7292.
Producteur délégué : Spectra Scène

Grands partenaires — Coca-Cola, Esso, Ford, Molson O'Keefe
En collaboration avec — Ville de Montréal, Tourisme Québec, Canada
Avec la participation de — SRC Télévision, CKOI 96,9 FM

350 ANS
16 JUILLET AU CALENDRIER AUJOURD'HUI
MONTRÉAL fête
EN COLLABORATION AVEC La Presse
Renseignements : (514) 872-7292

arts et spectacles

● ► Le Théâtre de Verdure
Margie Gillis : danse contemporaine
Parc Lafontaine – 20h30 (514) 872-6211 Jusqu'au 18 juil.

● ► Semaine française
Film : M. Ripois
Cinéma Quartier Latin – 19h00 Laissez-passer gratuit : RSVP (514) 845-5195

● La Roulotte présente :
La Goutte enchantée
Théâtre pour toute la famille
Parc Ahuntsic – 19h00
(514) 872-6211

Montréal, ville de cinéma
Seul ou avec d'autres, de Arcand, Héroux et Vennes – 20h35
Exposition : 17h00 à 22h00
Cinémathèque québécoise
Musée du cinéma
(514) 842-9763

● Place du 350e
Métro Berri-UQAM
ENSEMBLE VOCAL ART & SON
12h30
Alpinisme en herbe – 13h30
ROMAINE ARDIZZON, pianiste – 17h00
► L'ENSEMBLE TUVA (Asie centrale) – 19h30
Ciné-piéton présente IXE-13 – 21h30
(514) 872-7292

LE GRAND JEU DE NUIT
Venez vivre l'histoire de Montréal, de 1642 à nos jours, dans la féerie d'un spectacle son et lumière. Des personnages géants, des éclairages somptueux, des projections sur les édifices, une trame sonore en double quadraphonie... Une fabuleuse production du Théâtre Sans Fil.
Tous les soirs sauf les lundis. Sur la Place d'Armes – 21h30
Billets en vente au Réseau Admission (514) 522-1245
et au Marché Bonsecours (514) 872-7292

animation

► Visite à pied du Vieux-Montréal
Brochures disponibles au Marché Bonsecours (514) 872-7292 Jusqu'au 12 oct.

La petite bibliothèque du parfait Montréalais
Surveillez le concours « Mon Montréal à moi » dans les librairies et les bibliothèques.
(514) 872-7292 Jusqu'au 1er août

La Ronde a 25 ans
Hommage à Expo 67
La Ronde
(514) 872-6222 Jusqu'au 7 sept.

Montréal vu par les enfants
Ateliers-vidéo
Inscriptions jusqu'au 31 juillet
(514) 252-3024

● Une scène sur le fleuve
Promenade Bellerive
(514) 356-2572

Regards sur l'art 3
Manoir MacDougall
(514) 270-6845 – RSVP
Jusqu'au 17 juil.

expositions

► Images du futur
Cinéma par ordinateur, holographie, multi-médias
Vieux-Port (514) 849-1612 Jusqu'au 20 sept.

●► Montréal 1942-1992
L'anarchie resplendissante de la peinture
Galerie de l'UQAM, Pav. Judith Jasmin (JR-120) (514) 987-8421 Jusqu'au 2 août

● De l'autre côté de la montagne
Exposition sur l'histoire du développement de C.D.N.
Dans les rues du quartier
(514) 488-5643 Jusqu'au 15 oct.

Évolution de la communauté noire anglophone de 1642 à nos jours
Black Studies Center
(514) 989-7373 Jusqu'au 15 oct.

Fortin, le peintre de Montréal
Musée Marc-Aurèle Fortin
(514) 845-6108 Jusqu'au 12 oct.

● Histoire de jouets
Un monde de poupée – Joujouthèque
Les aventures de Ludo – Vieux-Port
(514) 523-2643 Jusqu'au 7 sept.

● Île était une fois
Cégep Rosemont
(514) 523-0188 Jusqu'au 7 sept.

● La démocratie à Montréal, de 1830 à nos jours
Hôtel de ville, hall d'honneur
(514) 872-2678 Jusqu'au 13 sept.

Le génie du sculpteur dans l'oeuvre de Michel-Ange
Musée des Beaux-Arts (Pav. Sud)
(514) 285-1600 Jusqu'au 13 sept.

● Le Nouveau Monde
Différentes maisons de la culture
(514) 872-6211 Jusqu'au 28 août

● Les 200 ans de l'église protestante à Montréal
Églises St-Jean / Erskine and American United
(514) 849-3286 Jusqu'au 12 oct.

● Les enfants de Montréal
L'histoire de l'enfance de 1642 à 1992
Maison du pressoir,
10865 rue du Pressoir – 13h00 à 20h00
(514) 280-6783 Jusqu'au 8 nov.

Place aux Montréalais !
Centre d'histoire de Montréal
(514) 872-3207 Jusqu'au 1er nov.

● Un fleuve, un quartier, une ville
Maison de la culture Frontenac
(514) 872-7882 Jusqu'au 30 août

Montréal, carrefour d'échange et de commerce
Pointe-à-Callière, musée d'archéologie
Enfants moins de 12 ans : entrée gratuite
(514) 872-9150 Jusqu'au 12 oct.

● Montréarts
Centre Strathearn
(514) 872-9808 Jusqu'au 31 juil.

Transit 92
Vieux-Port, Navire Fort Saint-Louis
(514) 527-9221 Jusqu'au 12 oct.

Musée des Hospitalières l'Hôtel-Dieu de Montréal
201, av. des Pins O.
(514) 849-2919 Jusqu'au 12 oct.

Nouveau parcours de l'art canadien (1790-1960)
Musée des Beaux-Arts, Pav. Nord
(514) 285-1600 Jusqu'au 27 sept.

● Nouveaux territoires : 350 / 500 ans après
Différentes maisons de la culture
(514) 982-6874 Jusqu'au 28 août

● Pointe-aux-Trembles en évolution
Maison Wilson-Beaudry – 10h00
(514) 872-2643 Jusqu'au 7 sept.

● Points de vue
Centre de la montagne, Parc du Mont Royal
(514) 844-4928 Jusqu'au 1er nov.

Regards sur un paysage industriel : Le Canal de Lachine
Centre Canadien d'Architecture
(514) 939-7026 Jusqu'au 25 oct.

● Le dessin rebelle
Centre Saidye Bronfman
(514) 739-2301 Jusqu'au 20 août

● Rosemont, une histoire de quartier
Collège de Rosemont, carrefour étudiant
(514) 597-2581 Jusqu'au 9 août

● Montréal, terre d'asile L'accueil des réfugiés à Montréal
Oratoire St-Joseph
(514) 528-1959 Jusqu'au 26 juil.

● Tur Malka : deux siècles d'histoire juive à Montréal
Bibliothèque Atwater
(514) 931-7531 Jusqu'au 29 juil.

► Marché Bonsecours
350, rue St-Paul Est
Montréal, une histoire à suivre : une exposition exceptionnelle ; l'histoire comme vous ne l'avez jamais vue.
Racines du futur, l'aventure des communications à Montréal : une présentation de Bell Canada, Northern Telecom, Recherches Bell Northern et Bell Cellulaire.
À mille lieux : des installations-vidéo.
Kahswenhtha : une introduction à la culture amérindienne.
● Omnicité : vidéo interactif
Exposition temporaire :
● Les marchés publics à travers les âges de Montréal – 1642-1992
(514) 872-7292
Tous les jours, de 10h à 20h

..ET BIEN D'AUTRES ENCORE ! RENSEIGNEMENTS : (514) 872-7292

à ne pas manquer

● Reconstitution des bouquinistes de Paris
Le charme pénétrant des bouquinistes des abords de la Seine embaume pour la première fois l'air du Vieux-Port. Une accueillante reconstitution d'atmosphère mettant en valeur les livres d'ici sous une forme très colorée. Une ambiance des plus animée !
Promenade du Vieux-Port (près d'IMAX) (514) 521-6055

● Activité gratuite ► Activité vedette
Pour de plus amples renseignements, consultez le calendrier officiel.
Sujet à changements sans préavis.

LES GRANDS PARTENAIRES — Coca-Cola, Esso, Ford, Molson O'Keefe
EN COLLABORATION AVEC — Ville de Montréal, Tourisme Québec, Canada

Marc-Aurèle Fortin, le «peintre de Montréal»

La Presse a demandé à divers relationnistes de Montréal de visiter un musée ou une exposition dans un domaine totalement différent de leurs activités professionnelles habituelles. Aujourd'hui, Réjean Houle, directeur des relations publiques de la Brasserie Molson, vous parle de sa visite au musée Marc-Aurèle-Fortin, et vous dit pourquoi il a été subjugué.

Depuis le début des célébrations qui marquent le 350e anniversaire de Montréal, les relationnistes sont sollicités de toutes parts pour assister à l'une ou l'autre des dizaines d'expositions qui se déroulent en cette année fastueuse.



J'AI VU POUR VOUS

C'est dans ce contexte que j'ai été invité à assister au vernissage de *Fortin, le peintre de Montréal*, qui se tient au musée Marc-Aurèle Fortin, sis au 118, rue Saint-Pierre, dans le Vieux-Montréal.

Et je n'ai évidemment pu résister à l'offre que m'a faite *La Presse* de vous faire part de mes commentaires sur cette remarquable exposition.

Au départ, la réception chaleureuse de monsieur Buisson, directeur du Musée, et de madame Trudeau, son adjointe, combinée à la majesté de ces lieux historiques... Murs de pierre... poutres en bois... hauteur et espace des salles de montre de cet édifice des «Cours Saint-Pierre» construit en 1855, tout m'a prédisposé à découvrir l'oeuvre de ce grand peintre qu'est Marc-Aurèle Fortin.

Le Montréal du début du siècle

J'ai découvert à cet endroit le Montréal du début du siècle par le biais de magnifiques peintures à l'huile et d'aquarelles du Vieux-Port de Montréal, du quartier Hochelaga, de l'île Sainte-Hélène, etc.

Ce grand peintre paysagiste qu'est Marc-Aurèle Fortin m'a également fait découvrir de beaux coins du Québec, des régions comme Charlevoix et la Gaspésie, et des villes comme Bagotville et bien sûr le village de Sainte-Rose où est né Marc-Aurèle Fortin.

Dans l'oeuvre de Marc-Aurèle Fortin, ce qui m'a le plus impressionné, ce sont les grands arbres qui dominent plusieurs de ses paysages: une vue sublime. Les tableaux sur fond noir démontrent l'immense talent que possédait ce grand peintre de chez nous.

Avant de quitter les lieux, j'ai observé le buste scultpé sur bois de Marc-Aurèle Fortin, avec ses traits dominants. Ce buste m'a permis de joindre l'oeuvre au personnage, de compléter, voire d'apprécier davantage ma visite.

Tout compte fait, j'ai été absolument subjugué par cette expérience. Nul besoin de souligner l'évident contraste avec les soirées de hockey du Temple des Glorieux (le Forum) où dominent le Bleu, Blanc, Rouge.

Réjean HOULE,
directeur des relations publiques,
Brasserie Molson.

LES MONTRÉALAIS SE RACONTENT

Merci Montréal

Merci, Montréal la Joyeuse, toi qui m'as vue naître et grandir. Merci pour tes multiples escaliers où on s'assoyait, pieds ballants, pour dessiner ou jouer à l'école. Merci pour le fond de ma cour où chaque spectacle coûtait une épingle à linge. Merci pour le «bolo», la corde à danser, le patin à roulettes, les bancs de neige le long de ma rue l'hiver.

Merci, Montréal la Laborieuse. Merci pour le «guenillou» et le marchand de glace. Merci pour les cordes à linge du lundi. Merci pour les derniers tramways et la dernière voiture du laitier tirée par les chevaux.

Merci, Montréal la Cultivée. Merci pour l'Expo 67, les musées, les spectacles. Merci pour les excellents pensionnats, collèges et universités. Merci pour tes bibliothèques et maisons de la culture.

Merci, Montréal la Contrastante. Merci de me procurer autant l'anonymat bienfaisant que le très bon voisinage. Merci pour ton centre-ville fébrile et tes quartiers fleuris et calmes.

Merci, Montréal la Retrouvée, après quelques années passées pour «fuir la grande et méchante ville et sa pollution». Ce retrait m'aura fait te regretter et t'apprécier davantage au retour.

Merci, Montréal la Confortable, toi qui me permets de vieillir sainement et activement, à ton image. Je te serai désormais toujours fidèle.

Francine SAUCIER,
Montréal

MONTRÉAL EN FÊTE

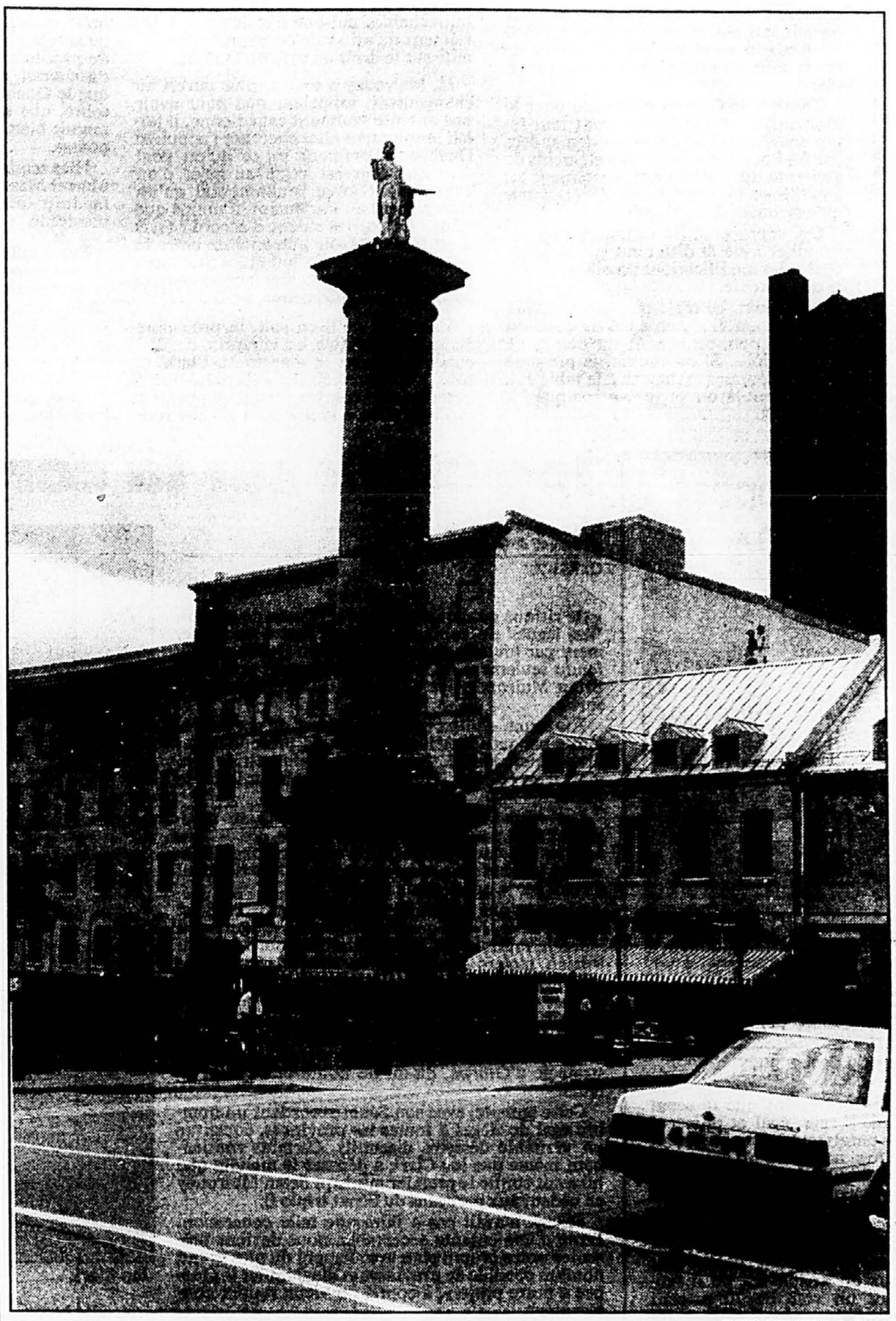


PHOTO JEAN GOUPIL, *La Presse*

LES MONUMENTS DE MONTRÉAL

La colonne Nelson

Dans le journal d'hier, nous vous proposions une photo de l'amiral Nelson perché au sommet de sa colonne de 50 pieds. Aujourd'hui, nous vous proposons le monument au complet, à son emplacement, au sommet de la place Jacques-Cartier. Le monument honore l'amiral britannique Horatio Nelson, duc de Bronte, tué le 21 octobre 1805, au cours de la grande bataille de Trafalgar remportée par la flotte britannique. Quatre bas-reliefs à la base de la colonne en blocs de calcaire gris de type Gemeiner Kalkstein racontent les exploits de l'amiral qui, curieusement, tourne le dos au fleuve. Le socle de 10,5 pieds de hauteur et la colonne furent sculptés par William Gilmore, tandis que la statue de l'amiral a été coulée en pierre artificielle Coade. Le monument est une oeuvre d'un architecte londonien du nom de Mitchell. Ce moument est en place depuis 1809.

ÉPHÉMÉRIDE MONTRÉALAISE

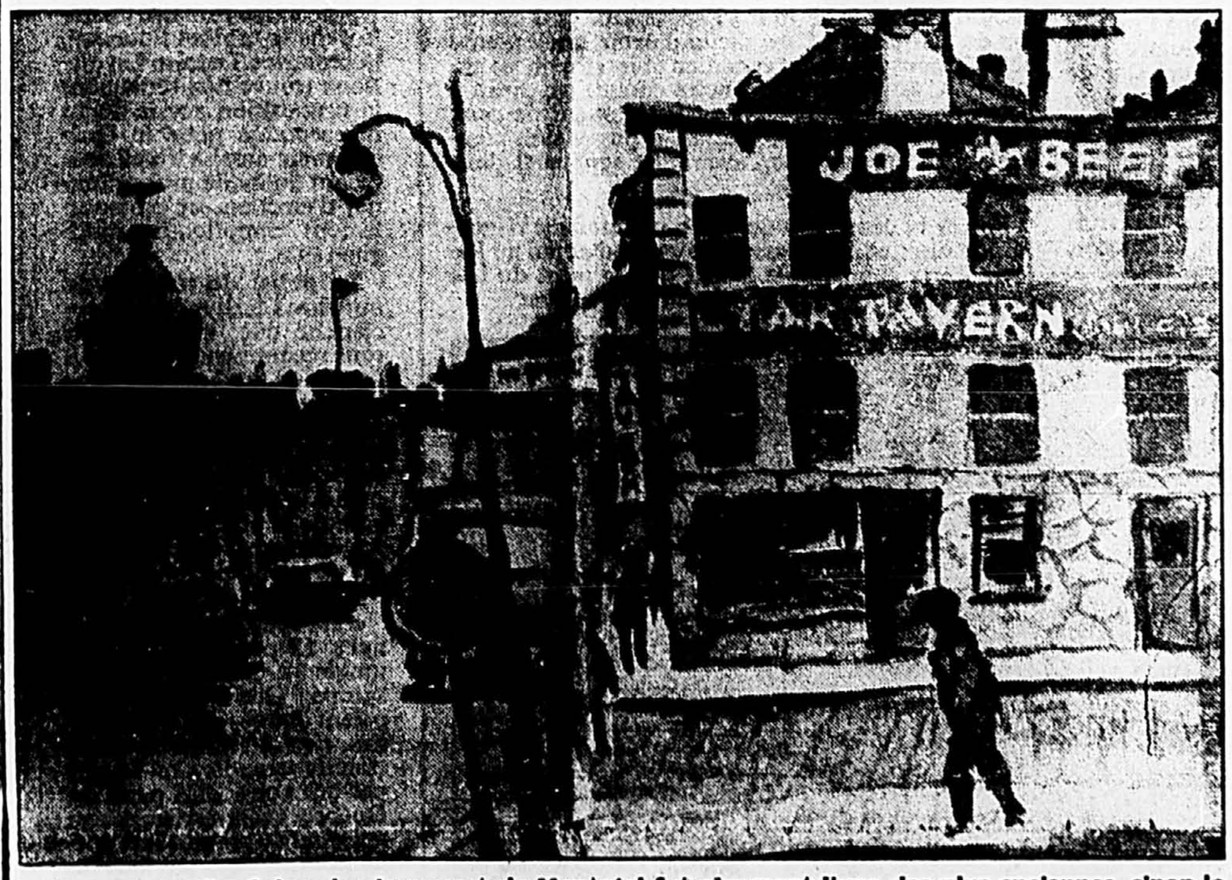
C'est arrivé un 16 juillet

1829 — Les Montréalais visitent l'église Notre-Dame au lendemain de son inauguration officielle.
1847 — Début de la parution de l'hebdomadaire libéral *L'Avenir*.
1899 — George T. Reeve conduit la première automobile qui franchit le pont Victoria.
1908 — Mgr Paul Bruchési procède à la bénédiction de la maison mère de la Congrégation de Notre-Dame, rue Sherbrooke Ouest.
1943 — Montréal acclame le général Henri-Honoré Giraud, commandant en chef des Forces françaises libres en Afrique du Nord.



Le général Henri-Honoré Giraud lors de son passage à Montréal en 1943.

PHOTOTHEQUE *La Presse*



La taverne Joe Beef dans le vieux port de Montréal fut sûrement l'une des plus anciennes, sinon la première qui fut ouverte dans l'île. Fondée en 1864 par Joe Beef, surnommé le «fils du peuple», elle était le hâvre des malheureux et des sans-le-sou. Une nouvelle orientation fut donnée à cet édifice dans le cadre du réaménagement du vieux port.

Parc JOE-BEEF

La parabole du bon Irlandais

DIANE ARCHAMBAULT-MALOUIN
collaboration spéciale

Ce sont les soldats de l'armée britannique qui donnent à Charles McKiernan (v. 1835-1889), le surnom de «Joe Beef». C'est que l'Irlandais, responsable de la cantine ne revient jamais bredouille de ses chasses aux provisions. On dit qu'il se présente même très souvent devant les soldats cantonnés à l'île Sainte-Hélène «avec un boeuf sur l'épaule»!

LE MONTRÉAL TOPONYMIQUE

Lorsqu'il quitte l'armée, en 1868, Charles McKiernan ouvre une première taverne, rue Saint-Claude, puis déménage rue de la Commune, près de la rue de Callière, dans un édifice qu'il rendra célèbre.

Restaurateur et aubergiste, Joe Beef conserve toujours son surnom bien qu'il s'approvisionne dorénavant à sa propre ferme, à Longue-Pointe! Il sert quotidiennement plus de 300 repas dont plusieurs, destinés aux «miséreux», sont gratuits; il sert aussi, mais contre argent sonnant, des boissons alcooliques.

L'homme ajoute au piquant de son personnage et de son établissement en entretenant, dans sa cave, une ménagerie d'animaux plus ou moins exotiques achetés aux marins.

Joe Beef confond ses détracteurs lorsqu'il décide de soutenir à sa manière les ouvriers en butte à de difficiles conditions de travail. C'est qu'il les soutient, avec du pain et de la soupe tout en leur prêchant...la négociation. Pas batailleur, l'ancien soldat! En décembre 1877, il fournit ainsi 3000 pains et 500 gallons de soupe aux ouvriers du canal de Lachine en grève; au mois d'avril 1880, il en fait autant pour ceux de la filature de Victor Hudon à Hochelaga (qui deviendra plus tard la Dominion Textile).

Joe Beef meurt subitement d'une crise cardiaque à l'âge de 54 ans. Le 18 janvier 1889, ses six fils le portent en terre. Tout le quartier des affaires ferme pour ses funérailles qui sont, selon les journaux de l'époque, «les plus imposantes depuis celles de D'Arcy McGee».

Philantrope, selon les uns, parce qu'il donne aux pauvres, et dépravé, selon les autres, puisqu'il vit du commerce des «boissons enivrantes», Joe Beef fait partie de la légende montréalaise. Comme bien des êtres de légende, il est rappelé à la vie, le 28 septembre 1988, lorsque l'on donne son nom à un petit parc dans l'ancien quartier ouvrier du canal de Lachine où habitait une partie de sa clientèle.

Historienne de l'art et de l'architecture, détentrice d'une maîtrise en études des arts de l'UQAM, Diane Archambault-Malouin vient de compléter une recherche sur la toponymie montréalaise.

Sources: Archives de la ville de Montreal et dossier section toponymie. *Dictionnaire biographique du Canada*, p. 621.

Ottawa veut d'abord ramener Robert Bourassa négocier

La question du Sénat sera remise entre les mains des premiers ministres provinciaux

MARIE-CLAUDE LORTIE
du bureau de La Presse
OTTAWA

Confronté à des critiques virulentes au Québec et même à de vives divisions parmi ses ministres au sujet du Sénat, Ottawa a décidé hier d'une nouvelle stratégie constitutionnelle: concentrer toutes ses énergies à ramener Robert Bourassa à la table de négociation, peut-être dès la semaine prochaine, sans qu'un compromis sur le Sénat ne soit nécessairement préparé à l'avance.

Voilà ce qui ressort des commentaires faits hier par le premier ministre Brian Mulroney et le ministre responsable des Affaires constitutionnelles, Joe Clark, les deux seuls qui ont accepté de parler à la presse à la fin d'une lourde rencontre du Conseil des ministres, qui a duré plus de six heures.

La semaine dernière, le gouvernement semblait plutôt opter pour une stratégie visant à tout régler d'avance par des discussions informelles, afin que la conférence des premiers ministres soit un succès assuré et que le Québec ne coure pas le risque d'être isolé.

Mais devant le tollé soulevé par la question du Sénat au Québec et les réticences de plusieurs ministres québécois à cet égard, le gouvernement fédéral a abandonné ce plan pour remettre la question du Sénat entre les mains des premiers ministres provinciaux. Et ce, même s'il prend le risque de voir le Québec entrer en confrontation avec les neuf provinces signataires de l'entente sur le Sénat égal, durant une éventuelle conférence des premiers ministres.

M. Mulroney a promis hier qu'il éviterait cet écueil.

«Il n'est pas question que mon gouvernement s'associe à quelque initiative que ce soit qui aurait pour effet d'isoler le Québec», a en effet déclaré solennellement le premier ministre en fin de journée.

Tout ce qu'Ottawa veut faire pour le moment, c'est d'abord et avant tout répondre aux «clarifications» demandées par M. Bourassa au sujet des éléments de l'entente du 7 juillet qui reprennent les conditions essentielles du Québec tels qu'exprimées dans Meech.

On verra ensuite comment se débrouiller avec le différend sur le Sénat égal et les modifications possibles au reste de l'entente.

«Le Sénat, ce n'est pas une question sine qua non. Il n'y en a pas de question sine qua non, seulement un besoin de clarifications. Si on réussit, je présume que M. Bourassa reviendra à la table et à ce moment-là on verra», a indiqué M. Mulroney.

«Si le Québec vient à la table on a de bonnes raisons de s'attendre à ce qu'il y ait des ententes unanimes je crois, sur d'autres changements, qui demanderaient des modifications à l'entente du 7 juillet. Mais la première étape, c'est de ramener le Québec à la table», a déclaré de son côté le ministre Clark.

Ce dernier a toutefois tenu à préciser que les principes de base de l'entente, comme l'égalité au Sénat, demeuraient intouchables puisque c'était grâce à cet élément qu'on avait pu obtenir l'unanimité sur le droit de veto du Québec.

M. Mulroney a semblé plus ouvert au changement, rappelant que pour avoir une entente vraiment canadienne, il fallait absolument aller chercher l'appui du Québec. «Comment est-ce qu'on peut dire que tout est réglé au sujet d'un changement aussi fondamental qu'un changement au Parlement, à moins que toutes les parties soient d'accord? (...) C'est facile d'avoir une entente entre le gouvernement canadien et les provinces anglaises, c'est pas la mer à boire comme on dirait à Baie-Comeau», a-t-il dit.

Mais quoi qu'il en soit, la prochaine étape, pour Ottawa, est la reprise des discussions à onze. Et d'après M. Clark, si tous les exercices de «clarification» fonctionnent comme prévu, on pourrait avoir terminé à temps pour qu'une rencontre informelle des premiers ministres ait lieu dès la semaine prochaine.

Ces clarifications, selon M. Clark, touchent «des détails de l'entente sur l'immigration», la clause de société distincte et le droit de veto des provinces sur l'accession des territoires au statut de province. Cette dernière «clarification» semblait être, d'après M. Clark, la plus problématique.

La prochaine rencontre ne serait qu'informelle, et permettrait de parler de substance mais d'abord et avant tout de processus, a indiqué le ministre. On discuterait, par exemple, du référendum que le Québec doit tenir avant le 26 octobre, que le gouvernement fédéral aimerait bien, de toute évidence, voir repoussé.

Hier matin, le ministre de la Défense, Marcel Masse, a carrément indiqué qu'il faudrait que le Québec envisage cette possiblité.

Éventuellement, a-t-il dit, «le Québec aura à prendre une décision concernant la progression positive de négociations en cours ou à venir et la date de son référendum (...) Il peut justifier de reporter le référendum si les discussions sont telles qu'on est à quelques jours d'un accord».

Parce que, selon M. Masse, il devra effectivement y avoir de nouvelles négociations de fond sur des éléments de l'entente, surtout la réforme du Sénat.

Comme ses collègues Benoit Bouchard, ministre de la Santé, Gilles Loiselle, président du Conseil du Trésor, Monique Vézina, ministre d'État à Emploi et Immigration et au Troisième âge et Marcel Dany, ministre du Travail, M. Masse a en effet de sérieuses réserves concernant la mise en place d'un Sénat triple-E, où le Québec aurait le même nombre de sièges que l'Île du Prince-Édouard et Terre-Neuve.

Mme Vézina, qui «continue à penser que le Sénat triple-E est inacceptable» et M. Danis qui «a toujours des réserves au sujet du Sénat triple-E», se sont en effet joints hier au groupe de ministres québécois qui ne sont pas d'accord avec ce volet de l'entente négociée par leur collègue Joe Clark.

M. Clark et le premier ministre ont toutefois tous deux nié hier qu'il y ait des différends profonds au sein du cabinet, même si la liste des ministres qui critiquent l'oeuvre de M. Clark s'allonge de jour en jour. Mardi, c'est le ministre au Commerce extérieur, Michael Wilson, qui a le plus surpris en dénonçant le volet union économique de l'entente conclue le 7 juillet.

M. Clark a dit hier à M. Wilson qu'il n'avait pas tellement apprécié.

Sénat: Castonguay propose de «retourner à Meech»

YVES BOISVERT

Estimant qu'il faut oublier le «triple-E», inacceptable pour le Québec, mais puisque la question du Sénat est devenue incontournable, M. Claude Castonguay propose une Chambre haute élue ou nommée, au choix des provinces, qui garderait tous ses pouvoirs actuels, et où l'Ontario et le Québec auraient un peu moins de la moitié des sièges.

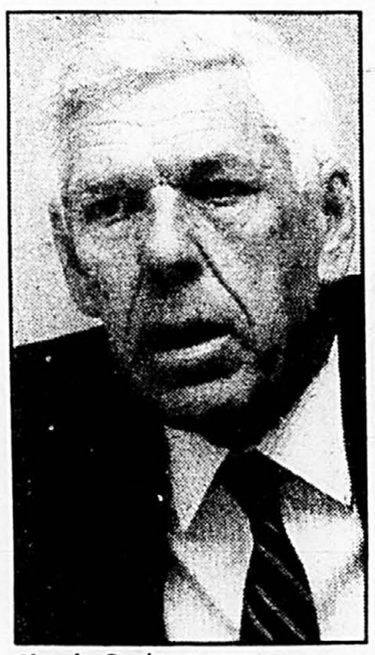
«On ne peut pas rendre le pays ingouvernable seulement pour faire plaisir à MM. Getty, Filmon et Wells», a déclaré l'ancien président de la Laurentienne, au cours d'une entrevue téléphonique, hier.

Le sénateur Castonguay propose en fait de «retourner à Meech». Le défunt accord de 1987 prévoyait qu'Ottawa nomme les sénateurs sur recommandation des provinces, et que le Sénat conserve ses pouvoirs actuels.

Mais rien n'empêcherait les provinces, pour choisir «ses» sénateurs, d'organiser des élections, dit M. Castonguay. Des élus et des non-élus dans la même chambre, n'est-ce pas là un drôle de Sénat? «Pourquoi pas? On n'est pas obligé de suivre la règle de l'uniformité», répond-il.

M. Castonguay propose d'«ajuster au lieu de révolutionner» le Sénat actuel. Le Sénat serait composé ainsi: 24 pour le Québec, 24 pour l'Ontario (inchangé), 24 pour les Prairies (l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, qui en ont déjà six, en auraient huit chacune), 24 pour les Maritimes (inchangé; 10 pour la Nouvelle-Écosse, 10 pour le Nouveau-Brunswick, quatre pour l'Île-du-Prince-Édouard), six pour Terre-Neuve (inchangé), huit pour la Colombie-Britannique (deux de plus) et un pour chacun des territoires, comme en ce moment. Total des sièges: 112. La constitution en prévoit actuellement 104.

M. Castonguay voudrait que ces sénateurs, nommés (ou élus) pour un terme fixe, aient les mêmes pouvoirs qu'actuellement, c'est-à-dire présenter des projets de loi (sauf en matière financière) et bloquer tout projet de loi de la Chambre des communes. Il n'y aurait pas de discipline de parti ni membres du cabinet au Sénat.



Claude Castonguay

Lui qui craint que le sénat triple-E (élu, égal et efficace) ne paralyse le gouvernement central ne trouve-t-il pas que le Sénat qu'il suggère aurait trop de pouvoirs? Après tout, c'est parce qu'ils ne sont pas élus que les sénateurs n'utilisent pas leurs pouvoirs, bien plus considérables sur papier que ceux du «triple-E», où il faudrait un vote de 70 p. cent pour bloquer les projets de loi ordinaires (il y aurait huit sénateurs par province, deux par territoire).

«Ça fait 125 ans que le Sénat a ces pouvoirs-là, et ça n'a jamais paralysé le Parlement», rétorque-t-il. M. Castonguay estime que le mode de nomination qu'il propose amènerait des gens «sérieux» et responsables à la Chambre haute, qui utiliseraient leurs pouvoirs à bon escient.

Le sénateur précise qu'il «n'invente rien» mais tente seulement de trouver une solution à l'entente «déséquilibrée» survenue le 7 juillet entre les neuf provinces anglophones et le fédéral.

Après consultation auprès de certaines personnes — il ne veut pas dire qui — et selon son expérience, cette proposition pourrait «faire un bout de chemin». «Ce n'est pas un dogme, le triple-E. Les députés ne sont pas tellement intéressés à voir arriver un autre groupe d'élus qui lui ferait concurrence», dit-il.

Joe Clark sur la corde raide

GILLES PAQUIN
du bureau de La Presse
OTTAWA

Critiqué publiquement par plusieurs de ses collègues du cabinet, dénoncé quasi unanimement par toute la classe politique au Québec et défendu seulement du bout des lèvres par son chef, Brian Mulroney, Joe Clark est un négociateur en sursis.

Au terme d'une orageuse réunion de six heures tenue par un Conseil des ministres profondément divisé hier, Joe Clark a semblé maintenir le cap, mais il est clair qu'il marche désormais sur la corde raide.

Les ministres ont finalement accepté en maugréant de laisser Clark poursuivre les discussions avec les provinces dans le but d'amener Robert Bourassa à la table des négociations, mais ils le tiennent à l'oeil sur la question du Sénat.

«Je continue de penser que le Sénat triple E est inacceptable. Nous devons demeurer vigilants», a lancé la ministre d'État à l'Immigration, Monique Vézina, malgré la consigne du silence adoptée par ses collègues à l'issue de la rencontre.

C'est que l'entente de principe sur la réforme de la constitution, que Joe Clark a conclu le 7 juillet avec les premiers ministres des neuf provinces anglophones et les chefs autochtones, a bousillé la stratégie d'Ottawa, disent de nombreux conservateurs.

Cette entente, avec son Sénat accordant un nombre égal de sièges à toutes les provinces, constitue un véritable désastre disent-ils. Certains soutiennent même que Joe Clark a dépassé le mandat que lui avait confié le premier ministre Brian Mulroney en cédant aux partisans du Sénat triple E.

«Clark n'avait pas à faire une telle concession. Faute d'une entente acceptable, nous devions présenter notre propre plan avec l'appui du plus grand nombre possible de provinces et ainsi rallier le Québec à notre projet», a confié un vieux routier conservateur.

Le chef du gouvernement a tenté mollement de faire taire ces bruits qu'il avait lui même suscités lors d'une conférence de presse à Munich, mais les dénonciations brutales de l'entente formulées par au moins quatre ministres importants ont continué de les entretenir.

Il y a d'abord eu le ministre des Finances, Don Mazankowski, et son collègue au Commerce extérieur, Michael Wilson, qui ne se sont pas gênés pour soutenir que l'accord de Clark ne consolidait pas l'union économique en maintenant une foule de barrières commerciales entre les provinces.

Puis, dans un deuxième temps, le ministre de la Défense, Marcel Masse, et celui de la Santé, Benoit Bouchard, ainsi que le président du Conseil du trésor, Gilles Loiselle, ont ajouté que le Sénat triple E semblait inacceptable au Québec. Certains ont également déploré la faiblesse de la protection accordée à la société distincte par rapport à ce qui était prévu dans la défunte entente du lac Meech.

Ces condamnations de l'accord entre Joe Clark et les provinces anglophones portaient d'autant plus qu'elles s'ajoutaient à celles des sénateurs Claude Castonguay et Gérald Beaudoin ainsi qu'à une légion d'autres provenant de divers milieux au Québec.

En arrivant à la réunion du cabinet, mardi matin, Joe Clark a tenté de désamorcer ce barrage de critiques en prétendant qu'il ne restait plus que trois points mineurs à régler pour satisfaire le Québec, mais certains de ses collègues continuaient de le contredire séance tenante.



Joe Clark

La durée exceptionnelle de la réunion du cabinet, (six heures) ainsi que l'annulation du rendez-vous de Clark avec les manifestants autochtones qui l'attendaient devant le parlement, devaient cependant confirmer l'existence d'une crise profonde au sein du gouvernement. Le silence de la plupart des participants à la sortie et les longues explications de Clark ne sont d'ailleurs pas parvenus à cacher le désarroi des ministériels.

Ce nouvel épisode du cheminement improvisé de la démarche constitutionnelle des conservateurs a encore une fois souligné la tension qui existe entre le premier ministre et son titulaire des Affaires constitutionnelles. Celle-ci était d'ailleurs apparue au grand jour lorsque le comité Castonguay-Dobbie s'était enlisé au Manitoba l'hiver dernier, incapable de suivre le plan sinueux de M. Clark.

Malgré la tempête soulevée par sa manière de piloter le dossier le plus chaud de l'heure, Joe Clark a de nouveau eu droit hier à l'appui sans enthousiasme de son chef: «C'est facile d'avoir une entente entre le gouvernement canadien et les provinces anglaises. C'est pas la mer à boire comme on dirait à Baie-Comeau». C'est qu'il est maintenant de ceux dont Brian Mulroney ne saurait se passer sans compromettre encore plus l'avenir de son parti dans l'Ouest.

Forcer la démission de Clark maintenant risquerait de susciter en Alberta une vague d'appui au Reform Party comparable à celle que la mort du Lac Meech a soulevé en faveur du Bloc au Québec.

Rizzuto et Lavoie-Roux rejettent aussi le projet Clark

MAURICE GIRARD
de la Presse Canadienne
OTTAWA

À l'exemple des Claude Castonguay, Gérald Beaudoin, Solange Chaput-Rolland et Rock Bolduc, les sénateurs québécois Thérèse Lavoie-Roux et Pietro Rizzuto n'acceptent pas le projet de réforme du Sénat proposé par le gouvernement fédéral et les provinces anglophones.

Un des principaux organisateurs du Parti libéral du Canada, le sénateur Rizzuto affirme que, s'il faut isoler certaines provinces dans cette ronde Canada, ce devrait être le tour cette fois-ci de Terre-Neuve et de l'Alberta.

«Il ne faudrait pas que ce soit le Québec qui soit mis de côté. D'après moi, si Terre-Neuve et l'Alberta insistent sur un Sénat égal, le gouvernement fédéral et les autres provinces pourraient en arriver à une autre solution et essayer de les convaincre. Il faudrait qu'à un moment donné ils (l'Alberta et Terre-Neuve) fassent leur part», a déclaré M. Rizzutto au cours d'une interview à la Presse Canadienne.

Appuyé par le Québec et sept ou huit provinces, le gouvernement fédéral pourrait alors présenter à la Chambre des communes une proposition constitutionnelle, qu'on pourrait par la suite soumettre à la population par voie de référendum, suggère-t-il.

«Je ne suis pas partisan d'un Sénat égal et je ne l'ai jamais été», rappelle M. Rizzutto, qui insiste pour que le Québec conserve ses 24 sièges, quitte par la suite à bonifier la représentation des Maritimes et de l'Ouest.

Ancienne ministre libérale dans le cabinet Bourassa, la sénatrice Thérèse Lavoie-Roux trouve non seulement la proposition sur le Sénat inacceptable pour le Québec mais aussi «irréaliste». Quant au mode proportionnel d'élection, «c'est inutilement compliqué», souligne-t-elle.

Le projet de réforme du ministre Clark est si mal enclenché que, «sans devoir tout recommencer à zéro, il faudra en refaire une bonne partie». Elle rappelle que la mise en oeuvre de gouvernements autochtones crée également des difficultés pour le Québec, qui ne compte pourtant que 60 000 Amérindiens, soit un dixième de la population autochtone du pays.

«Est-ce qu'on se retrouve avec 12 ou 15 gouvernements au Québec? Je ne le sais pas. Que certains droits soient donnés aux autochtones, c'est bien. Sur la question du territoire, on ne sait pas mais on a déjà parlé du Québec (comme territoire amérindien) moins le Saint-Laurent. Est-ce que dans le fond on se crée des problèmes pour dans cinq ans quand les tribunaux vont décider», ajoute la sénatrice, nommée par le premier ministre Mulroney.

Les Indiens manifestent

Le Grand chef de l'Assemblée des Premières Nations, Ovide Mercredi, a demandé hier au premier ministre du Québec de mettre un terme aux négociations bilatérales avec le gouvernement fédéral et de faire connaître au public canadien ses réserves sur la mise en oeuvre de gouvernements autochtones au pays. Il a invité Robert Bourassa à retourner par la suite à la table multilatérale de négociations. M. Mercredi a fait cette déclaration sur la colline parlementaire, à Ottawa, au cours d'une manifestation à laquelle ont participé un peu plus de cent personnes. Celle-ci visait à sensibiliser le public canadien au danger que l'entente de principe ne se désagrège et n'emporte dans sa chute la reconnaissance du droit autochtone et la création future d'un troisième niveau de gouvernement dirigé par les Premières Nations.

PHOTO PC



Ryan pourrait retirer les homicides de la juridiction des policiers de Longueuil, Laval et Québec

La SQ et le SPCUM seraient les seuls à pouvoir compter sur des «swat»

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ La Sûreté du Québec pourrait, dans un proche avenir, être chargée des enquêtes concernant les homicides pour tout le Québec, à l'exception du territoire de la CUM, ce qui entrainerait la disparition des escouades spécialisées dans les villes de Longueuil, Laval et Québec.

La SQ pour tout le Québec et le SPCUM pour son territoire seraient par ailleurs les seules forces policières à pouvoir compter sur des escouades spéciales d'intervention, les «swat» comme on les appelle familièrement.

Un projet en ce sens est actuellement à l'étude au ministère de la Sécurité publique, a appris hier *La Presse*, projet qui va sûrement susciter un important débat au sein des corps de police municipaux.

Le ministre responsable de ce dossier, M. Claude Ryan, a sollicité des rapports d'experts à ce sujet, dans le but de soumettre un projet de loi l'automne prochain, à la reprise des travaux parlementaires.

Le ministre, inquiet du bas taux de solution des crimes majeurs dans les villes, a par ailleurs exigé des rapports détaillés, à la police de Laval entre autres, concernant des crimes majeurs touchant notamment la mort violente de jeunes personnes, a appris *La Presse*.

Le projet gouvernemental survient au moment où le ministère est à revoir les fonctions de base des corps policiers municipaux, dans la foulée de la loi 145 (la réforme de la fiscalité municipalité), qui a complètement bouleversé les responsabilités des élus municipaux. On sait que dorénavant, les municipalités seront forcées de payer pour les services obtenus de la SQ.

La SQ vient déjà en renfort aux forces municipales majeures lorsqu'il s'agit de crimes importants.

Le ministre, selon nos informations, voudrait ainsi mettre à la disposition de toutes les municipalités, y compris des villes importantes, l'expertise de la SQ pour la solution des crimes.

La SQ, allègue-t-on dans l'entourage du ministre, compte quelque deux cents enquêteurs, répartis aux quatre coins de la province. Les villes importantes, à l'exception de la CUM, en comptent une quinzaine.

Un autre point qui milite en faveur de la SQ au sujet des homicides, c'est la récente création d'une escouade spécialisée dans l'établissement du «profil de criminel», avec une banque de données impressionnante, qui permet aux limiers de monter des dossiers volumineux sur l'ensemble des crimes et de leurs auteurs.

La SQ, comme la CUM et la GRC, a par ailleurs une escouade de renseignement qui compte des dizaines d'années d'expérience, contrairement aux corps municipaux qui doivent souvent, faute de pistes révélatrices, abandonner des enquêtes en cours de route, souvent après avoir consacré à ces dernières des budgets impressionnants.

Le ministre Ryan, qui favorise le regroupement des coprs policiers municipaux, croit qu'il est temps de revoir en profondeur les méthodes administratives pour bloquer l'augmentation des coûts.

M. Ryan, selon nos informations, pourrait être informé de la faisabilité de son projet avant septembre prochain. Plusieurs fonctionnaires travaillent actuellement à l'analyse des impacts.

À NE PAS MANQUER! LES MULTI-AUBAINES, SAMEDI, DANS La Presse
Si vous êtes membre du CLUB, entrez le code suivant:
62221795
Sinon, composez, à Montréal, le 251-8688 ou, sans frais, le 1 800 563-8688.
CLUB Multi points

SPCA NOUS AVEZ-VOUS OUBLIÉS?
Veuillez renouveler votre carte de membre aujourd'hui.
SPCA, 5215 Jean-Talon ouest, Montréal (Québec) H4P 1X4

Québec double le budget pour l'entretien des ponts

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Le ministère des Transports est forcé de doubler son budget habituellement affecté à l'entretien des ponts et structures, le faisant passer de 30 à 60 millions pour accélérer les interventions sur quelque 3000 structures différentes.

C'est ce qu'a indiqué hier le ministre délégué aux Transports, M. Robert Middlemiss, celui-là même qui a présidé, en 1986, à la confection d'un volumineux rapport sur l'état des routes du Québec.

Le ministre soutient cependant qu'il ne faut pas voir de lien entre ce problème d'entretien généralisé et le récent effondrement survenu sur l'autoroute Jean-Lesage, à la hauteur de Drummondville, alors qu'on procédait à la démolition d'un pont, ce qui a provoqué la mort d'un ouvrier. «Il faut attendre tous les rapports avant de commenter cet accident», a-t-il dit.

L'inquiétude générale dans les milieux du transport public, notamment au sein de l'Association des ingénieurs, concernant la solidité des structures élevées n'est pas nouvelle. Elle avait été révélée par *La Presse*, il y a maintenant plus de deux ans, à l'occasion d'un discours qu'avait prononcé le ministre responsable de l'époque, M. Marc-Yvan Côté, devant les membres de l'Association des entrepreneurs en construction de routes.

«Nous nous sommes depuis procurés des instruments précis qui nous permettent de mesurer la solidité des structures, ce qui nous a obligés à des déboursés majeurs. Depuis deux ans, nous avons doublé nos budgets», a indiqué hier le ministre Middlemiss, à son arrivée au Conseil des ministres. Il soutient que des interdictions de circuler sont rapidement émises dès qu'un danger est observé.

M. Middlemiss admet qu'au cours des vingt dernières années, le Québec n'a pas assuré un entretien correct de ces structures élevées qui se comptent par milliers sur les routes du Québec. «Nous avons du rattrapage à faire, nous ne le contestons pas. Durant ces années, la priorité a été donnée au transport en commun et à la construction. Mais nous nous sommes engagés à investir 1,4 milliards, sur cinq ans, pour corriger la situation», a dit le ministre, donnant l'exemple de l'autoroute Métropolitaine qui, d'urgence, devait être refaite.

Le coeur de ce problème de solidité réside dans le fait que près de la moitié de nos structures élevées, qu'il s'agisse des ponts, des viaducs ou autres tronçons de toutes élevées, ont été construites dans les années quarante ou cinquante. Elles répondaient aux besoins de l'époque. Mais les camions de plus en plus lourds circulent en nombre croissant sur des structures que le Québec a négligé d'entretenir convenablement. Il ne se passe pas une journée sans que le ministère des Transports soit appelé à autoriser une charge exceptionnellement lourde sur une structure quelconque.

NOS PRIX SONT LES PLUS BAS!
FAITES-EN LA COMPARAISON

POLITIQUE de PRIX Garantie SANS CONDITIONS
CHAQUE JOUR/L'ANNÉE LONGUE
Nous sommes convaincus que nos prix sont les plus bas! Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10%!

NOTRE FAMEUSE VENTE DE BLANC EST MAINTENANT EN PLEIN ESSOR
AVEC DES RABAIS JUSQU'À 60 % DANS TOUS LES RAYONS!


PARURES DE FENÊTRES


LIT

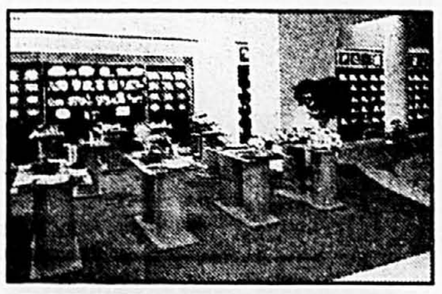

PORCELAINE, CRISTAL ET CADEAUX


TABLE et SALLE de BAIN

BOUTIQUE ET MAGASIN À RAYONS
LINEN CHEST
CENTRE ROCKLAND 341-7810
les promenades de la CATHÉDRALE 282-9525 Ste-Catherine et University

Le curé de la paroisse Sainte-Gemma démissionne

ÉRIC TROTTIER

■ L'archevêché de Montréal a demandé la démission d'un de ses prêtres, le curé Jacques Guilbault, de la paroisse Sainte-Gemma, dans le quartier Rosemont, après qu'on ait déposé une plainte pour harcèlement sexuel contre lui.

Le curé Guilbault a démissionné de son poste au conseil d'administration de la fabrique Sainte-Gemma et à celui de la résidence de sidéens Ludovic après avoir rencontré le directeur du personnel pastoral de l'archevêché, Mgr Jude Saint-Antoine, le 6 juillet, a appris *La Presse* hier.

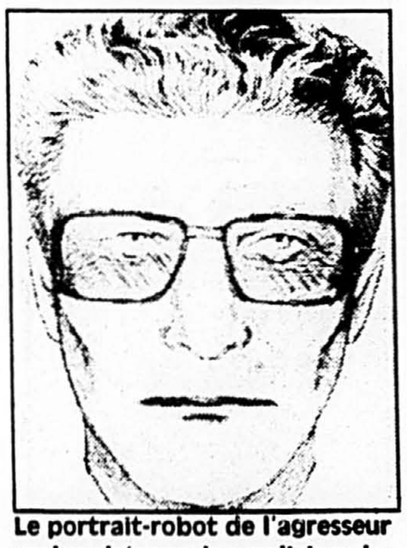
L'archevêché enquêtait ces derniers mois sur l'administration de la paroisse parce que le curé Guilbault refuse toute vérification de ses états financiers, et ce, depuis de nombreuses années. Il y a deux semaines, deux ex-employés de la maison Ludovic, située dans le presbytère de la paroisse Sainte-Gemma, rue Holt, ont signé une lettre de plaintes contre le curé, alléguant qu'il se serait livré à des attouchements d'ordre sexuel lorsqu'ils travaillaient à la maison Ludovic.

C'est à la suite de cette double plainte que l'archevêché a ordonné la démission de Jacques Guilbault. Il s'agit d'une première depuis que les évêques canadiens se sont engagés à prendre désormais leurs responsabilités en matière d'agression sexuelle, le mois dernier.

Cette démission forcée ne signifie pas que le curé est chassé de l'Église. «Nous ne pouvons pas le condamner avant d'aller au fond des choses», a expliqué le vicaire général de l'archevêché de Montréal, Mgr Neil Willard, joint hier soir par *La Presse*.

Selon lui, une enquête interne sera mise en branle dès septembre. Si les accusations sont fondées, l'archevêché verra à «aider» le curé Guilbault à s'en sortir en lui fournissant des ressources psychologiques et financières. «Pour le moment, il a surtout besoin de repos; il n'avait pas pris de vacances depuis une quinzaine d'années», a repris Neil Willard.

Toutefois, si les allégations n'étaient pas vérifiées, le curé Guilbault pourrait réintégrer sa paroisse. «Mais c'est un homme défait, il serait surprenant qu'il veuille retourner à Sainte-Gemma», poursuivi Mgr Willard.



Le portrait-robot de l'agresseur recherché par les policiers lavallois.

Agresseur recherché à Laval

■ Les policiers de Laval sont à la recherche d'un individu soupçonné d'avoir commis une agression sexuelle le mois dernier, à l'intérieur d'un immeuble du boulevard Industriel, au nord de la route 440, à Laval.

L'homme, âgé de 35 à 40 ans, se serait attaqué à une femme dans la vingtaine au moment où cette dernière était à son travail, vers 7 h 30 le matin du 8 juin dernier. La victime aurait été molestée et retenue par les bras contre sa volonté, sans qu'il y ait menaces verbales ou exhibition d'arme.

L'individu recherché mesure 1,75 m (5 pieds 10 pouces), pèse 77 kilos (170 livres) et il a les cheveux courts de couleur châtain clair. Il a les tempes grisonnantes, la barbe forte et un visage allongé avec un nez proéminent.

Au moment de l'agression, l'assaillant, que l'on soupçonne être un assidu du parc industriel du quartier Chomedey, à Laval, portait des verres de sécurité.

Toute information pouvant conduire à l'identification et à l'arrestation de cet individu peut être communiquée confidentiellement au sergent-détective Richard Leblanc, de la division des crimes contre la personne de la police de Laval, à 662-4170.

Les touristes boudent le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ Même si les vacances de la construction ont débuté le 10 juillet, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie enregistrent une diminution du nombre de personnes qui s'adressent aux bureaux d'informations touristiques. Ce qui laisse entrevoir une baisse du tourisme dans cette région.

«Cette baisse est assez importante», souligne M. Jacques Desrosiers, de l'Office du tourisme et des congrès de Rimouski.

Selon les chiffres obtenus auprès des associations touristiques régionales (ATR) du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, la baisse moyenne pour la première fin de semaine des vacances de la construction frôle les 25 p. cent dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie.

Quant aux Îles, Mme Langford, porte-parole de l'ATR de cette région, confirme que le début de la saison roule au ralenti, accusant une diminution de 10 p. cent comparativement à 1991, année qui accusait déjà une baisse substantielle sur 1990.

De multiples raisons sont avancées par les responsables du tourisme pour expliquer ce retard d'achalandage. Pendant que certains accusent la mauvaise température qui sévit sur le Québec, d'autres s'en prennent davantage aux conditions économiques difficiles.

«Déjà l'an passé, la clientèle des gens de la construction avait diminué en Gaspésie. Quand les gens ne savent pas s'ils auront un emploi à leur retour de vacances, ça freine leurs projets de voyages», affirme Mme Chrystiane St-Pierre, de la Maison du tourisme de Sainte-Flavie.

Au-delà des statistiques quelque peu pessimistes, le moral tient bon dans l'industrie touristique du sud-est québécois. La majorité des gens interrogés affirment voir un signe de reprise depuis le début de la semaine.

Mme St-Pierre soutient même que s'il y a moins de demandes aux bureaux d'informations, c'est peut-être parce que les gens sont mieux informés sur la région.

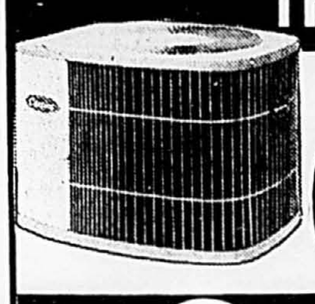
«Nous avons distribué 7 200 guides, en avril dernier, lors du Salon vacances et loisirs d'été de Montréal.»

Bien que les statistiques du 11 et 12 juillet 1992 ne soient pas disponibles pour la région de Charlevoix, Mme Luce-Anne Tremblay, de l'ATR de cette région, a révélé qu'elle avait noté une baisse pouvant être évaluée à sept p. cent pour les semaines des fêtes de la Saint-Jean et de la Confédération.

Toutefois, le taux d'achalandage depuis le début de la semaine semble s'apparenter à celui de 1991.

Des milliers de Canadiens attendent le don d'un organe qui pourrait leur sauver la vie. La Fondation canadienne du rein vous incite fortement à signer une carte de don d'organes.

PRIX D'ESCOMPTE SUR THERMOPOMPES

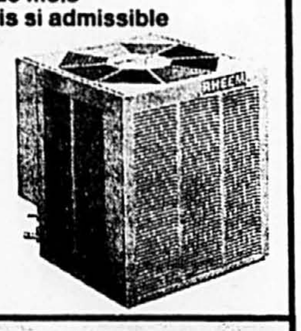


1 OFFRE SPÉCIALE SANS ACOMPTE
ENSEMBLE CARRIER comprenant fournaise au mazout ou au gaz
- installation complète
- toutes taxes comprises
- basé sur 120 mois après rabais si admissible

seulement 14 88$ PAR SEMAINE

ECONO TECH
733-1414

2 RHEEM 2 tonnes Prix spécial 3 895$



YORK MITSUBISHI CARRIER
LENNOX RHEEM SANYO

S.O.S. HAÏTI

L'EMBARGO décrété par l'O.E.A. a coupé les vivres à notre mission!

L'aide extérieure ne rentre plus:
- LES MÉDICAMENTS
- LA NOURRITURE
- LES VÊTEMENTS, etc.

C'est l'inflation sur tous les biens essentiels.



Flora Blanchette
auxiliaire franciscaine
Missionnaire en Haïti

NOS RESPONSABILITÉS:
— 1 ORPHELINAT DE 40 ENFANTS, 10 HANDICAPÉS
— CAS DE TUBERCULOSE
— 75 FAMILLES SANS KAYES (MAISON) AU MINIMUM
— 3 ÎLETS
- Cayes-à-l'eau — 500 personnes
- Îlet-à-Boué — 700 personnes
- Pierre-le-Nantais — 50 personnes

— ÎLE-À-VACHE, 9 000 personnes

NOUS SOIGNONS: Paludisme (Malaria): 85% — épidémie 4 fois l'an. Décès des mères à l'accouchement.
Cause: Malnutrition, elles donnent à leur famille le peu qu'elles ont et se privent elles-mêmes.

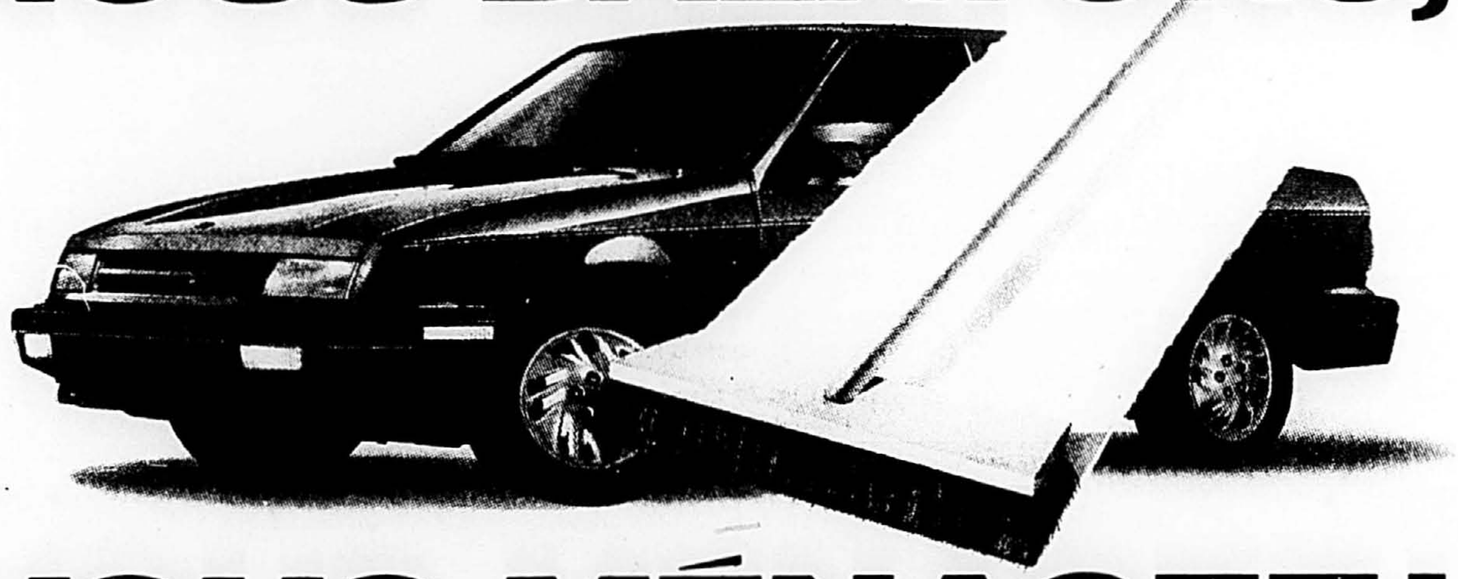
Je n'en peut plus d'assister les familles comme un entrepreneur de pompes funèbres. Je voudrais plutôt être soigneuse et non un embaumeur.

Il me faut DES FONDS pour acheter: linge, médicaments, nourriture, etc.

ENVOYEZ VOS DONS À: ŒUVRES SAINT-FRANÇOIS
a/s de HUGUETTE PARADIS
auxiliaire franciscaine responsable au Canada
1208, Champfleury, Québec (Qué.) G1J 4L4
Tél.: (418) 667-7537

Nous émettons des reçus pour fin d'impôt.

NOUS BALAYONS,



VOUS MÉNAGEZ!

Laissez-vous emporter par le Grand balayage 92 des concessionnaires Chrysler et venez profiter d'aubaines incroyables!

L'AUTOBEAUCOUP



1000$ DE REMISE EN ARGENT
La fourgonnette la plus vendue au monde!
- coussin de sécurité côté conducteur (standard)
- sièges d'enfants intégrés (optionnels)
- sièges pour sept passagers (optionnels)
- 4 roues motrices, freins antiblocage (optionnels)
- traction avant pour une meilleure adhérence
- Prix du Canada pour l'excellence en affaires



DODGE SHADOW/PLYMOUTH SUNDANCE



1500$ DE REMISE EN ARGENT
ET CLIMATISEUR SANS FRAIS!
ENSEMBLE D'OPTIONS 22D
- boîte automatique
- AM/FM stéréo, 4 haut-parleurs
- essuie-glace à balayage intermittent
- glaces teintées
- des centaines de dollars de moins que la Cavalier VL

DODGE/PLYMOUTH COLT 200



1250$ DE REMISE EN ARGENT
- boîte manuelle à 5 vitesses
- traction avant
- direction à crémaillère
- moteur de 1,5 litre, 12 soupapes
- 7,9 L/100 km (36 m/g) en ville
- 6,0 L/100 km (47 m/g) sur l'autoroute

DODGE SPIRIT/PLYMOUTH ACCLAIM



1500$ DE REMISE EN ARGENT
ET CLIMATISEUR SANS FRAIS!
ENSEMBLE D'OPTIONS 22E
- boîte automatique
- AM/FM stéréo, lecteur de cassette
- volant à colonne inclinable
- rétroviseurs à commande électrique, chauffants
- régulateur de vitesse électronique
- on vous met au défi de les comparer avec la Corsica ou la Grand AM

Ces offres sont d'une période de temps limitée. Ces offres sont mutuellement exclusives et ne s'adressent qu'aux particuliers achetant au détail. Les offres s'appliquent uniquement aux véhicules en stock chez les concessionnaires. Ces offres annulent et remplacent toutes les autres offres et ne peuvent être combinées à ces dernières. Détails chez le concessionnaire.

Dodge Camions Dodge CHRYSLER — L'AVANTAGE CHRYSLER — Plymouth Camions Dodge CHRYSLER

CHEZ LES CONCESSIONNAIRES CHRYSLER DODGE PLYMOUTH DE VOTRE RÉGION